

## EDITORIAL

Un message passé inaperçu *Paul-Emile Charland, o.m.i.* 2

## DOSSIER

L'Eglise, face aux nouveaux pouvoirs  
*M<sup>gr</sup> Charles-Henri Lévesque* 3

### Les Nouveaux Pouvoirs

Texte de la Commission épiscopale d'Action sociale  
*commenté par Jacques Grand'Maison* 10

### Tables rondes autour du message

"Vaincre la peur et nous unir" *Un groupe d'ouvriers* 31

"Bâtir ou disloquer la société" *Un groupe de patrons* 36

"Le pouvoir par l'information" *Agents de promotion sociale* 42

"Le nouveau Pouvoir étudiant" *Un groupe d'étudiants* 47

"Un problème d'obéissance" *Un groupe de prêtres* 51

### Commentaires sur les tables rondes

"L'heure de vérité pour l'Eglise" *Paul Bélanger* 55

## CHRONIQUE DU CENTRE

L'opinion d'un laïc *Jacques Archibald* 59

---

## **PRÊTRES ET LAICS**

REVUE D'APOSTOLAT LAIC  
ET DE PASTORALE POPULAIRE

### Comité de direction:

Paul-E. Pelletier, o.m.i., dir.  
Paul-E. Charland, o.m.i. réd.  
Paul-E. Deschênes, o.m.i. pub.

### Abonnement:

\$0.60 le numéro  
\$5.00 pour un an  
\$9.00 pour deux ans

### Rédaction et administration:

1201, rue Visitation,  
Montréal 133, Qué. Can.  
Téléphone: 524-1188

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement n° 0220.

"Frais de port garantis si non-livrable".

Imprimerie Notre-Dame (O.M.I.), Richelieu, Qué.

## Un message inaperçu

*Dans un récent article, Fernand Dumont écrit à propos des déclarations des évêques: "Leurs messages habituels, à l'occasion de la fête du travail sont tout aussi discrets; le dernier, sur les "nouveaux pouvoirs", adoptait des thèmes à la mode, et pourtant il est passé aussi inaperçu que les considérations convenues du ministre du travail de cette province" (Relations, décembre 1969, p. 348).*

*Thème à la mode, s'il en est, que celui des "nouveaux pouvoirs" qui émergent ça et là dans la société et dans l'Eglise. "Nouveaux pouvoirs: cela réfère à cette volonté qui s'affirme de plus en plus chez les "sans pouvoirs", les démunis et les laissés pour compte, de se donner une voix, de dire leurs insatisfactions, d'exprimer leurs aspirations et de dialoguer avec les détenteurs des pouvoirs en place" (Message des évêques, no 3).*

*Pourquoi ce texte-choc qu'a voulu être la déclaration épiscopale est-il resté sans écho dans les grands média d'information? Pourquoi n'a-t-il pas atteint davantage ses destinataires? Nous ne croyons pas à la conspiration du silence. Ne serait-ce pas plutôt que nous sommes arrivés à un point de saturation en fait de déclarations et de paroles, et que le temps est maintenant aux actes et aux engagements? Des Eglises comme celles de Hull, de Montréal et de St-Jérôme, pour ne nommer que celles-là, qui s'engagent dans des projets d'animation sociale, feront davantage pour apporter aux hommes la bonne nouvelle du salut.*

*Le dossier que nous présentons au début de cette nouvelle année est construit sur le message de la Commission épiscopale d'Action Sociale, à l'occasion de la fête du travail. Cinq tables rondes en ont fait l'objet de leurs réflexions, nous donnant l'écho des différentes classes de la société. Un commentaire textuel de Jacques Grand'Maison le situe dans le contexte social et chrétien où nous vivons. Nous remercions M<sup>gr</sup> Charles-Henri Lévesque, secrétaire de la Commission, d'avoir bien voulu présenter aux lecteurs la position de l'Eglise canadienne face aux nouveaux pouvoirs.*

Paul-Emile CHARLAND, o.m.i.

## L'Eglise face aux nouveaux pouvoirs

Charles-Henri LÉVESQUE  
*Evêque de Sainte-Anne, secrétaire de  
la Commission épiscopale d'A.S.*

Dans son dernier message de la Fête du Travail, la Commission épiscopale d'Action Sociale rappelle l'émergence de nouveaux pouvoirs dans notre société et elle souhaite vivement un ordre social plus équilibré. Des gens insatisfaits aspirent à être entendus dans ce climat anonyme, impersonnel et souvent démuné de toute attention à la personne humaine, climat qui prévaut par exemple dans certains secteurs du monde du travail. De plus, il y a lieu de faire échec à des pouvoirs camouflés: "lobbying, favoritisme, patronage ou paternalisme". (no 5). Le tandem production-consommation qui est devenu l'âme dirigeante de notre société est fortement remis en cause par certains groupes, car il ne faut jamais l'oublier, l'homme ne se définit pas par le travail. Réduire le travailleur à un simple facteur économique, c'est couper court à son esprit de créativité et à sa recherche du bonheur. Dans l'édification même de la société, le citoyen a son mot à dire et il est anormal que s'établissent des structures anonymes sous lesquelles il n'ait aucune capacité de décision. Des nouveaux pouvoirs se forment alors pour tenter de redonner à l'homme sa part de responsabilité, de liberté et d'expression. Car lorsque les comportements humains d'un individu sont influencés pendant un certain temps, c'est son style de vie, c'est son outillage mental qui change: il est alors atteint dans ses valeurs humaines essentielles. Le chrétien, engagé dans ces nouveaux pouvoirs, se pose des

questions et il demande à être éclairé. Et si la responsabilité du chrétien est engagée dans ces nouveaux pouvoirs, l'Eglise se trouve engagée et elle se doit de répondre à l'attente de l'homme.

### *Les "nouveaux pouvoirs": de qui s'agit-il?*

Il convient d'abord de nous demander qui est contenu sous cette expression: "nouveaux pouvoirs". Il ne s'agit évidemment pas de ceux qui tirent prétexte de n'importe lequel mouvement populaire pour semer le désordre et la violence. Il s'agit, note le message, de ceux qui sont dépourvus de tout pouvoir, qui ne participent pas aux décisions prises à leur sujet: il s'agit des "sans pouvoir", des démunis, des insatisfaits, de ceux qui recherchent vainement le dialogue, de ceux qui sont sous le poids de pouvoirs impersonnels et coupés de la vie; il s'agit de ceux qui travaillent à se tailler une place dans les domaines de l'éducation, de la politique et de l'économie; il s'agit de ceux qui ne peuvent pas supporter les discriminations de personnes; il s'agit de ceux qui conçoivent, et à juste titre, l'autorité comme un service et celui qui détient l'autorité comme un serviteur. (no 2-6).

Ce sont donc les "petits" qui veulent ensemble constituer de "nouveaux pouvoirs" pour faire échec aux "anciens pouvoirs". Ce sont des gens qui sont plus conscients des torts qui leur sont faits, qui sont victimes des promesses vaines et sans aboutissement. Ces personnes ont été marquées par l'injustice, lésées dans leurs droits, sacrifiées au profit de la production et de la consommation érigées en système, déçues par de belles théories qui n'ont jamais trouvé leur réalisation. Quand l'insécurité s'installe dans un foyer, quand la santé diminue et que l'on est inquiet du lendemain, on se demande alors s'il n'y aurait pas moyen de faire évoluer cette situation.

En fin de compte, c'est la personne humaine qu'il faut revaloriser. L'homme n'est pas un simple consommateur ou un simple producteur: le placer dans un milieu d'abondance et le laisser faire ne suffit pas; de même il ne suffit pas de tirer de lui tout ce qu'il y a de rationnel. La production, outre ses objectifs quantitatifs, a des fins qualitatives et les travailleurs y sont engagés. Dans le groupe où il évolue, le citoyen veut s'exprimer, être reconnu; le travailleur veut une production intelligente mais adaptée et maîtrisée pour qu'elle ne devienne pas un processus qui

le diminuerait. C'est donc de tout l'homme et de tous les hommes qu'il faut s'occuper de manière à réaliser l'unité de l'homme en lui-même et avec les autres. Les valeurs en cause sont très grandes: le respect de l'intégrité, de la finalité de la personne humaine.

Quand l'homme est engagé dans un processus quelconque où des valeurs humaines sont en jeu, le chrétien l'est aussi. Même si la plus grande partie du temps est consacré à travailler, manger, dormir, l'homme continuera de se poser des questions sur le sens et la réussite de sa vie, et dès lors il devra faire des options spirituelles qui vont influencer son agir. Le chrétien qui agit, mû par la parole de Dieu qui l'interpelle constamment, essaie de voir clair dans ses attitudes, ses options économiques, politiques et sociales. La foi qui imbibe la vie, les actes quotidiens et les décisions réagit, elle conteste les situations d'injustice et s'inquiète de la construction d'un monde meilleur. Le chrétien peut considérer comme nécessaires ces "nouveaux pouvoirs" quand il lui semble que le système en place l'empêche de se réaliser pleinement. Mais l'Eglise a-t-elle quelque chose à voir là-dedans?

### *L'Eglise et les "nouveaux pouvoirs"*

Si l'individu est engagé comme chrétien dans ces nouveaux pouvoirs, la communauté chrétienne l'est aussi, car l'existence chrétienne est communautaire et collective. Le christianisme a une dimension sociale qui est essentielle et c'est le Peuple de Dieu qui est influencé par les événements. Et si tel chrétien s'engage, si tel groupe d'ouvriers prend position, on voit mal comment l'Eglise pourrait rester inactive et se désintéresser de cette nouvelle tendance. Le royaume de Dieu est en construction, le chantier se fait ici-bas et même si le chrétien est un voyageur, il lui faut, autant que possible travailler à l'établissement de la justice et de la paix sur la terre des hommes.

Ainsi l'Eglise doit s'adapter à de nouvelles attitudes, quitte à formuler autrement sa conception des réalités humaines. C'est ainsi que la pensée de l'Eglise a évolué; le salut était autrefois considéré comme une entreprise personnelle: "l'effort de salut, selon Léon XIII, est essentiellement moral et individuel: que chacun se convertisse intérieurement, aidé des sacrements, qu'il se détache du monde, source de danger et qu'il se

trouve en état de grâce pour le passage final.<sup>1</sup> Les circonstances ont changé et ont exigé une révision, une adaptation; des expressions comme "Peuple de Dieu", "signes des temps" sont devenues pour l'Eglise une source de rajeunissement, d' "aggiornamento". Dorénavant l'Eglise sera attentive à la vie sociale, politique et économique du chrétien. Et dire que l'Eglise a quelque chose à recevoir du monde<sup>2</sup>, c'est déjà la marque d'un progrès appréciable. Que l'Eglise s'édifie dans le monde et qu'il faille penser et vivre en Eglise: voilà tout ce qu'il fallait pour donner un christianisme présent au monde.

### *Deux attitudes à éviter*

L'Eglise face aux "nouveaux pouvoirs"? La Commission dégage deux attitudes à éviter: éviter de condamner en bloc les pouvoirs déjà en place, éviter aussi d'exalter outre mesure et de canoniser ces "nouveaux pouvoirs" (no 8-9); car tout pouvoir est relatif qu'il soit ancien au nouveau (no 14). Cela peut vouloir dire que l'Eglise ne doit s'identifier à aucun des "nouveaux pouvoirs", de même qu'elle ne doit prendre la défense inconditionnelle d'aucun pouvoir en place. Ce qui est sûr: le statut du citoyen doit être révisé et il doit favoriser — au moins ne pas léser — son développement comme personne humaine; de plus, l'autorité doit être de plus en plus partagée et participée et l'Eglise doit se faire prophète de la justice et l'appui des "sans pouvoirs".

Jésus lui-même, nous le voyons dans l'Evangile, n'a pas approuvé en bloc les mœurs de son temps, on le voit contester la société pharisaïque, l'hypocrisie de certaines lois, certaines coutumes du temple; l'Eglise n'a donc pas le droit de se taire devant certaines injustices. Jésus n'a pas voulu tout régler, il convient de le dire, il a laissé l'homme avec ses problèmes, il lui a laissé sa part de responsabilité; l'Eglise n'a pas de solution toute faite aux problèmes, elle cherche et encourage les "nouveaux pouvoirs" à chercher une voie. L'Eglise y voit donc pour elle une présence indispensable et de devoir, car il y va des valeurs du Royaume de Dieu: la fraternité, la paix, la dignité humaine. L'Eglise doit promouvoir les trésors d'enthousiasme et d'invention que peuvent

---

<sup>1</sup> Léon XIII, "Rerum Novarum".

<sup>2</sup> "Gaudium et Spes" n° 44.

lui fournir les "nouveaux pouvoirs", puisque la majorité des hommes sont concernés et dans un domaine fondamental, celui des droits de l'homme.

Une autre chose qui incite l'Eglise à intervenir ou à donner son appui, c'est le souci des pauvres, des petits, des négligés, de ceux qui se taisent. Mais les vrais pauvres ne sont pas toujours ceux que l'on pense. Certains ont du pain à manger, mais "l'homme ne vit pas seulement de pain" (Luc 4, 4) et il y a des valeurs qu'il faut sauvegarder. Il est facile de remarquer que dans les revendications des travailleurs, on ne demande pas seulement des augmentations de salaire, mais on veut prendre part aux décisions; les préoccupations des citoyens se tournent vers l'édification d'une culture, des valeurs collectives qu'on est en train de perdre. Il s'agit en fait d'une redistribution des pouvoirs, de placer le pouvoir aux mains des acteurs réels, car on ne peut concevoir une participation responsable de la part des citoyens sans qu'ils prennent part aux décisions: ils veulent construire le monde plutôt que de le subir. L'Eglise voit avec joie des gens qui veulent freiner un ordre économique dont la production devient le seul critère et dont la poursuite se ferait au détriment de la personne. Elle donne donc à ces nouveaux pouvoirs "appui et encouragement" (no 10) à cause des valeurs véhiculées: participation, engagement, sens de la responsabilité, liberté, autodétermination. (no 11).

### *Un engagement total à prendre*

Mais l'Eglise doit-elle se borner à encourager, à donner son appui sans participer elle-même? "*Le développement exige des transformations audacieuses, profondément novatrices. Des réformes urgentes doivent être entreprises sans retard, à chacun de prendre généreusement sa part, surtout ceux qui par leur éducation, leur situation, leur pouvoir, ont de grandes possibilités d'action.*"<sup>3</sup> L'homme est un peu perdu, un peu désarticulé, on parle même de désintégration. L'univers aurait-il perdu sa signification, serait-il devenu insignifiant? Jésus par son Eglise donne à l'univers son sens, son achèvement, il lui montre le chemin, il conduit l'homme comme par la main vers sa destinée, la seule. Dans cette remise en question, dans cette contestation, alors

---

<sup>3</sup> "Populorum Progressio" n° 32.

que l'homme se cherche, l'Eglise a une indication à fournir. Elle a le loisir de travailler avec l'homme à l'élaboration de cet ordre nouveau. Si l'Eglise doit interpréter les signes des temps, détecter les vrais problèmes humains, c'est pour les confronter avec la solution évangélique. Si elle veut aller dans le sens de la Bible, elle doit prendre un engagement total à faire régner la justice, l'égalité des citoyens, la paix. Et ce qui est premier dans un milieu chrétien c'est la promotion de la personne humaine marquée par l'espérance évangélique: la participation de l'Eglise sera pour activer cette promotion et pour soutenir cette espérance.

Cette participation de l'Eglise l'obligera peut-être à se reviser elle-même. On parle de produits de consommation qu'une publicité tapageuse et bien orchestrée offre à l'homme de façon gratuite et sans qu'il bouge. Trop de baptisés ne rencontrent l'Eglise que sous la personne d'un consommateur, l'Eglise apparaissant le producteur. On veut tellement présenter la religion comme quelque chose de facile et d'accessible; et pour ne considérer que la liturgie, nombre de fidèles se voient de simples exécutants d'un schéma réglé à l'avance, ordonné et fixé. Si la foi de l'homme était passive, puisse-t-elle être active dans cet ordre nouveau! Puisse-t-elle véhiculer les valeurs chrétiennes! Ceux qui détiennent les "nouveaux pouvoirs" auront à prendre des décisions, l'Evangile insipera-t-il ces décisions? L'Eglise peut aller au moins jusque là et travailler à y introduire les valeurs chrétiennes, et l'essence du message du Christ est l'amour et la paix. S'il y a un ferment de transformation dans la société, ces changements doivent se faire dans le respect des droits de l'homme et en tenant compte de la hiérarchie des valeurs. Face à l'établissement d'un ordre nouveau que certains veulent faire dans la violence: l'action du chrétien devra être inspirée par le commandement nouveau.

### *Jusqu'où peuvent aller les "nouveaux pouvoirs"?*

La première remarque qu'il faut faire, c'est que ces "nouveaux pouvoirs" sont ou deviennent très vite contestataires, mais la contestation porte en ses flancs une force de dépassement de l'homme: elle oblige à une révision constante (auto-contestation) et elle est porteuse d'espérance, faisant attendre un ordre social plus équitable. La plupart du temps la population commence à s'émouvoir de la triste situation que connaît tel ou tel groupe quand ce groupe descend dans la rue et

devient contestataire. Bien sûr, il serait illusoire de vouloir tout détruire pour tenter de rebâtir après-coup: ce n'est pas la façon d'assurer une meilleure participation, plus d'autogestion. Les "nouveaux pouvoirs" doivent donc chercher à s'intégrer dans la société. Le passé, le progrès réalisé par nos prédécesseurs est donc maintenu quitte à s'orienter de façon différente dans l'avenir. Il faudra user de patience, de persuasion en admettant progressivement certaines réformes.

Il est important de bien faire la distinction entre la révolution et l'évolution, quoique même cette dernière contienne en elle une certaine violence. Quel que soit le mode employé pour changer ou faire évoluer les systèmes en place, certaines personnes devront nécessairement être dérangées, car les processus d'évolution n'attendront pas que tout le monde soit prêt, et spécialement ceux qui détiennent les "anciens pouvoirs". S'il fallait pour commencer à agir attendre que tous les dirigeants aient eux-mêmes fait le partage entre la justice sociale et le progrès économique, on risquerait d'attendre assez longtemps. N'oublions pas qu'il y a toujours une certaine violence qui s'inscrit chez quelqu'un: tension, affrontement, décision à prendre; de même les rapports humains sont tissés de lutte, d'antagonisme; la société inclut elle aussi des compromis entre la liberté individuelle et des objectifs collectifs. Si les "nouveaux pouvoirs" signifient: "pouvoirs en place" à tempérer, ordre nouveau à établir, il y aura nécessairement douleur, car tout éclatement produit la souffrance. Mais quand un homme se voit affecté, troublé dans ses droits les plus naturels, sa survie, sa sécurité, sa santé, on peut dire que sa contestation constitue plutôt une défense légitime qu'une attaque véritable.

En terminant, j'emprunte la parole de Paul VI à Bogota: "Nous pensons que la solution de ces tristes situations, très tristes dans certains endroits, n'est ni une réaction révolutionnaire, ni un recours à la violence... Pour nous, le temps n'est plus d'utiliser l'épée et la force, même si cela devrait être pour la justice et le progrès".<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Paroles rapportées dans "Le Monde", 20 août 1968.

# Les nouveaux pouvoirs

Texte de la  
Commission épiscopale d'Action sociale<sup>1</sup>  
commenté par

Jacques GRAND'MAISON

**TEXTE**      I — La naissance de "nouveaux pouvoirs" dans la société, tant civile que religieuse, nous apparaît un "signe des temps". Ce phénomène d'actualité a retenu notre attention. Nous croyons opportun d'en faire le thème de nos réflexions en cette Fête du Travail 1969.

## COMMENTAIRE

Il suffit de penser aux décisions gouvernementales qui sont de plus en plus influencées par une opinion publique mieux informée qu'autrefois, par des groupes de pression plus nombreux et diversifiés, par des mouvements de base comme les comités de citoyens, par de nouvelles élites agressives (syndicalistes, intellectuels, experts), par des bureaux de recherches dans tous les domaines. Au Québec, nous n'en sommes plus aux trois grands pouvoirs exclusifs de jadis: les hommes politiques, les financiers, les hommes d'Eglise. Des forces neuves, encore mineures, viennent secouer les anciennes oligarchies qui concentraient dans leurs mains les principaux leviers de commande.

Dans l'Eglise, les "nouveaux pouvoirs" n'ont pas atteint le degré d'impact mentionné plus haut. Est-ce dû à la structure hiérarchique, à un mode unique d'autorité, qui laissent peu de place à la diffusion et au partage de pouvoir? Mais n'y a-t-il pas quand même des signes avant-coureurs d'une transformation profonde? Le dernier synode a révélé un déplacement de rapports de force ou d'influence entre Rome et les conférences épiscopales, entre la curie et les Eglises locales, entre la primauté papale et la collégialité. Aux plans idéologique et théologique, on se refuse à parler en ces termes. Mais la réalité brutale des faits nous incite à voir les choses différemment, quand des évêques dénoncent le

rôle législatif de la Curie romaine, la hiérarchie parallèle des nonciatures, la forme peu démocratique de l'élection du Pape, la limitation consultative du synode lui-même.

De tels problèmes sont des signes des temps qui nous amènent à remettre en question l'ecclésiologie traditionnelle et même conciliaire. Les sources chrétiennes n'invitent-elles pas à éclairer la primauté du Pape par la collégialité et non vice-versa, ou du moins à poser le problème dans les deux sens? De plus, la première place que le Concile a accordée au peuple de Dieu dans *Lumen Gentium* comporte des conséquences pratiques au plan des politiques pastorales. Quel est par exemple le poids de l'expérience des chrétiens mariés dans l'élaboration d'une éthique du mariage? Le peuple chrétien d'aujourd'hui n'acceptera peut-être plus d'être une masse indifférentiée, encadrée par des réformes pensées par la hiérarchie ou par l'ensemble des clercs. Déjà des articulations nouvelles s'amorcent; des communautés de base, des groupes charismatiques poursuivent des projets d'Eglise qui ne correspondent pas aux définitions officielles; des associations autonomes de prêtres tentent de briser une ecclésiologie monolithique; des théologiens affirment leur liberté de recherche; des militants chrétiens révolutionnaires se veulent premiers responsables de leur engagement. Si ces signes des temps se déploient dans un contexte de contestation, c'est que les pouvoirs officiels ont beaucoup de difficulté à saisir la signification positive de ces mouvements prophétiques; c'est peut-être aussi parce que les forces spirituelles nouvelles ont encore bien peu explicité leur intentions profondes.

Il s'agit donc de signes des temps encore bien peu dessinés. Ils appellent un discernement spirituel et un jugement critique que les autorités en place et les contestataires sont loin d'avoir approfondis. La confusion apparaît davantage quand il y va des pratiques concrètes.

2 — Cette émergence des "nouveaux pouvoirs" dans la société moderne marque un réel progrès dans le développement de la société démocratique; elle signifie une redistribution du pouvoir parmi les groupes qui jusqu'ici en étaient dépourvus. Et si, comme nous voulons l'espérer, cette diffusion du pouvoir se traduit par une plus grande participation aux décisions, si elle fait davantage appel au sens des responsabilités, nous croyons qu'elle peut contribuer grandement à épanouir l'homme et à bâtir une société plus humaine.

Le message de la fête du travail nous invitait d'abord à regarder de plus près le phénomène des nouveaux pouvoirs dans la société profane. Derrière le slogan de la participation, des citoyens de plus en plus nombreux cherchent à influencer les décisions qui les concernent. On assiste à un vaste processus de récupération et de réappropriation de pouvoirs qu'on avait laissés dans les mains de lointaines administrations où les représentants, élus ou non, agissaient pratiquement de façon indépendante. Cette réaction reste ambivalente. En effet, certains en viennent à nier la légitimité de tout pouvoir, de toute autorité. Le mythe de la démocratie de base où tout le monde s'occupe et décide de tout nous renvoie à des modèles archaïques de société pré-industrielle sans division du travail, sans séparation des pouvoirs, sans diversification des lieux d'opinion. On en arrive ainsi à l'anarchie complète et à une secrète hiérarchie "informelle" et totalitaire, qui manipule les membres du groupe. Il n'y a plus de règles du jeu clairement définies et contrôlables par le groupe lui-même. On obtient donc le contraire de ce qu'on cherchait, soit le raidissement de "l'establishment" vers l'autoritarisme, soit la création d'une nouvelle autorité aussi aliénante que la précédente. Voilà les deux extrêmes du phénomène qui oscillent de la contestation sauvage à la répression par les tenants des ordres anciens ou nouveaux.

Ces considérations liées à une histoire vécue par la plupart d'entre nous, nous empêchent de verser dans une forme ou l'autre d'irénisme. Le mouvement actuel peut tout aussi bien annihiler que récupérer les intentions fondamentales des démocraties modernes. Les évêques optent pour la positive en reconnaissant ici le germe d'un authentique progrès dans le développement de la société démocratique. Les efforts récents, malgré les tâtonnements inévitables, manifestent une maturation d'une conscience politique plus responsable. Ils visent un réel épanouissement de l'homme et des conditions plus humaines de vie dans la société. Tout se passe comme si la plupart des gens d'un certain âge, et surtout des agents institutionnels, découvriraient dans un second regard les aspects positifs de la contestation. Je pense à des technocrates d'une grande cité qui avouent aujourd'hui qu'ils préfèrent de beaucoup travailler avec des comités de citoyens même très revendicateurs qu'avec une masse de gens indifférents, passifs et individualistes. L'affrontement des uns et des autres amène à la fois une meilleure participation des citoyens eux-mêmes et une plus grande efficacité des experts, un réalisme accru chez le leadership politique et enfin une opinion publique davantage vigilante.

Le discours du trône au Parlement canadien en octobre 1969 rejoint le message des évêques: *"Nombreux sont les gens ici même au Canada qui se sentent le droit d'assumer davantage leur destin collectif...; pour autant qu'ils n'entrent pas en conflit avec le bien général, de tels désirs correspondent à un idéal démocratique. Et la paix et la justice vers lesquelles tend notre société, exigent qu'ils soient satisfaits"*. Nous dirions avec un brin d'humour que les autorités civiles et religieuses, elles aussi, ont progressé dans leur conscience démocratique. Elles ne semblent plus vouloir contrer "les nouveaux pouvoirs" ou même les neutraliser en les absorbant "dans le système", mais elles cherchent à favoriser leur déploiement selon la dynamique propre à la participation de la base. Malgré certaines politiques contradictoires ou des condamnations parfois trop rapides, nous sommes prêts à faire confiance à ces déclarations civiles et religieuses comme on l'a fait pour celles des nouveaux pouvoirs eux-mêmes.

3 — "Nouveaux pouvoirs", cela réfère à cette volonté qui s'affirme de plus en plus chez les "sans pouvoir", les démunis et les laissés pour compte, de se donner une voix, de dire leurs insatisfactions, d'exprimer leurs aspirations et de dialoguer avec les détenteurs des pouvoirs en place. Cette nouvelle force qui prend sa source dans les besoins les plus fondamentaux des citoyens, vient faire échec à l'anonymat de ces pouvoirs impersonnels, sclérosés et coupés de la vie; le citoyen moderne n'accepte plus d'être exclus des centres de décisions qui pourtant décident de sa vie quotidienne.

Ce troisième paragraphe nous conduit aux sources profondes de ces aspirations récentes. Nos sociétés modernes bureaucratiques et technocratiques ont développé de vastes réseaux impersonnels et anonymes de rapports et de fonctions qui laissent la personne démunie devant des décisions lointaines et insaisissables. On ne sait plus qui est responsable au bout d'une interminable filière de paliers, de secteurs et de tâches fragmentées. Le travailleur n'arrive pas à se faire une idée de l'ensemble du processus de production de son usine, encore moins du circuit économique dans lequel il est impliqué. Il se sent aussi impuissant devant sa super-centrale syndicale que devant l'administration compliquée de sa ville, ou encore devant les autres instances gouvernementales. Et que dire des manipulations des agents publicitaires de

notre société marchande, des "machines" des grands partis. Même le jeune enfant reçoit son éducation sur d'immenses campus scolaires.

Mais le phénomène le plus déterminant se trouve dans le processus accéléré d'urbanisation. Plus la ville grandit, plus le citoyen se sent petit. Plus les communications matérielles se multiplient, plus les hommes souffrent d'isolement psychologique. De nouvelles formes de pauvreté apparaissent. On peut crever dans un grand immeuble à appartements sans que personne ne s'en rende compte. La montée sociale ultra-rapide des uns s'accompagne d'une paupérisation éhontée des autres. À côté de banlieues cossues, des zones grises de taudis. La consommation futile et ostentatoire des premières provoque une économie aveugle de gaspillage, alors que les secondes manquent des biens essentiels et des équipements collectifs nécessaires. Par exemple, à évaluation égale, le citoyen de St-Henri paie trois fois plus cher en taxes que le citoyen riche de Ville Mont-Royal. Celui-ci a accès à tous les réseaux d'influence politique, économique et culturelle, alors que le prolétaire dépense toutes ses énergies pour une survivance minimale, il absorbe tous les désavantages de la grande ville et les contrecoups d'une économie de l'inutile et du superflu. Pensons aux premières conséquences de l'inflation, à savoir: le chômage, la baisse de pouvoir d'achat du dollar, etc. Ce sont les petits qui connaissent alors des situations tragiques. Les évêques nous invitent ici à bien distinguer entre les nouveaux pouvoirs des plus forts et ceux des citoyens défavorisés. Ils nous rappellent aussi que des formes de pauvreté plus subtiles provoquent des réactions vitales de désaliénation chez les citoyens qui les vivent. Pensons aux associations de locataires, de consommateurs, de chômeurs-étudiants, de citoyens laissés pour compte par leurs administrateurs, etc.

4 — "Nouveaux pouvoirs", cela s'entend aussi de cette montée humaine qu'ont connue certains secteurs de notre population; grâce à des politiques coordonnées de développement intégral, ces citoyens ont pu accéder à plus de SAVOIR, de POUVOIR et d'AVOIR, et se tailler une place mieux assurée dans les domaines de l'éducation, de la politique et de l'économie.

Ici, il y a un aspect sociologique important à noter. Des conditions objectives de misères ne créent pas automatiquement une volonté de libération et de promotion. La révolte des noirs aux Etats-Unis s'est

exprimée dans les villes où les niveaux économiques et éducationnels des noirs étaient les meilleurs. Chez nous, au Québec, la révolution tranquille n'aurait peut-être pas pu naître avant les années 60. Ces deux exemples montrent les rapports entre l'émergence de nouveaux pouvoirs, le facteur de conscientisation face à telle ou telle dépossession et enfin un certain degré de progrès accompli. Tout de suite nous signalons l'importance de l'attention à la promotion humaine au delà des stratégies à courte vue, de revendications ou de contestations sauvages. Ce ne sont pas toutes les formes de politisation qui humanisent la société. Certaines ressemblent à ces phénomènes de régression constatés en psychologie; régression à la dépendance infantile, régression à l'instinct grégaire, à l'affirmation de soi uniquement par l'opposition aux autres.

Un syndicaliste faisait récemment le procès de son mouvement syndical en dénonçant des fausses politisations autour d'un partage meilleur du gâteau, d'une augmentation de quelques sous de l'heure. "Ainsi, remarquait-il, nous ne touchons pas aux mécanismes d'un système économique inhumain; nous laissons les centres de pouvoir à eux-mêmes; nous ne formulons aucun projet politique, économique ou culturel; nous ignorons l'impact des bureaux de recherches". La première bataille socio-politique s'est menée autour des usines. La seconde semble s'orienter du côté des centres de connaissance. En effet les strates sociales suivent de plus en plus le clivage des degrés d'instruction. L'économie, la politique et la culture deviennent de plus en plus inséparables aux plans des moyens et des fins. On n'atteint jamais le pouvoir sans savoir. Pensons à l'importance de l'information dans toute stratégie sociale. Pensons aux difficultés des peuples indépendants politiquement qui ne maîtrisent pas leur économie. Même pour ce qui concerne l'avoir, certains ne s'interrogent pas assez sur les fins de celui-ci. On produit quoi? on consomme quoi? Des gadgets? Des armes? L'Amérique du Nord dépense 10 milliards en cosmétiques par année, c'est-à-dire le montant équivalent à l'aide apportée par tous les pays développés au Tiers-Monde.

5 — "Nouveaux pouvoirs", cela reflète aussi ce sens plus aigu de justice que l'on constate chez plusieurs et les fait répudier telle forme subtile et camouflée de pouvoir qui a nom: lobbying, favoritisme, patronage, paternalisme.

Ce paragraphe démasque les travers de nos "démocraties formelles" où les plus forts sont les seuls représentés même dans des organismes comme les syndicats. "Le lobbying, le favoritisme, le patronage" représentent les forces corrosives souterraines qui viennent saper la base des règles du jeu d'une saine démocratie. Ils échappent au contrôle de l'opinion publique et de l'ensemble des citoyens. Et que dire de la spéculation éhontée qu'un système judiciaire inadéquat n'arrive pas à mâter. La pression induite de certains milieux d'affaire sur les pouvoirs politiques, par le truchement de la caisse électorale, des pots de vin et de tant d'autres moyens, reste monnaie courante à tous les leviers de gouvernement. On ne se demande pas sans raison où se trouve en définitive le centre de gravité réel du pouvoir déterminant, de la "techno-structure" dont parle Galbraith dans "*Le nouvel Etat industriel*". Qui domine ce vaste complexe industriel, étatique, militaire et universitaire? *Une opposition efficace des masses devient très difficile tellement elles* sont intégrées bon gré mal gré à ce système omnipotent dont on ne peut identifier les vrais responsables. Même le monde ouvrier organisé serait complice dans cet état de fait. Quelques critiques ne voient de changement à l'horizon que dans l'action concertée des intellectuels, des étudiants et des sous-prolétaires. Rien n'annonce une prochaine coalition de ces forces oppositionnelles. Nous en sommes encore à une *guérilla sociale épisodique, désarticulée, plus symbolique que politique.*

Est-ce que les nouveaux pouvoirs ont de l'avenir sans une "gauge" bien structurée et dynamique, capable d'entraîner une masse grandissante de citoyens vers des politiques plus égalitaires et une vraie justice sociale? Les mesures sociales paternalistes de l'Establishment servent encore de mirage en s'affublant de symboles comme "la société juste", "la guerre contre la pauvreté". Les énormes avantages offerts par les gouvernants aux investisseurs enrichissent ces derniers au détriment de la collectivité qui paie la note en définitive. Un seul exemple suffit. A Saint-Jérôme, le gouvernement fédéral assume un tiers de l'investissement d'une firme milliardaire et le coût de formation de la main d'œuvre. La municipalité de son côté se saigne à blanc pour fournir tous les services à cette implantation, en plus des privilèges d'exemption de taxes. Il faudrait citer des milliers de cas semblables.

Le paternalisme a des racines profondes. On se penche sur les pauvres. On les réduit au mètre statistique de la subsistance minimale.

Mais rarement, il est question de les laisser devenir les premiers artisans de leur libération et de leur promotion. La doctrine sociale de

l'Eglise, même la plus récente, véhicule cette idéologie contraire à l'humanisme chrétien le plus authentique et à la dynamique propre aux aspirations révolutionnaires modernes. D'une part on *invite* les riches à partager, d'autre part on *commande* aux pauvres, au nom de la morale, d'éviter toute action radicale devant la violence institutionnalisée de l'establishment. L'Eglise continue d'émasculer les exigences d'une justice effective. Et les pouvoirs en place lui en savent gré. Des militants chrétiens radicaux qui rappellent ces choses ont-ils vraiment droit de cité dans l'Eglise? Le message sur les nouveaux pouvoirs laisse en veilleuse ces interrogations pourtant très actuelles. Malgré un progrès évident, il ne rend pas compte des rapports réels de force et des implications concrètes de la praxis politique.

6 — "Nouveaux pouvoirs", cela veut dire enfin que l'exercice de l'autorité se conçoit de plus en plus comme un esprit de service et non pas comme une simple possession de dignité ou de puissance qui permettrait de mieux contrôler ou de mieux dominer.

La fin de cette première partie de la lettre annonce les jugements de valeurs de la seconde. Les propos nous renvoient implicitement à la conception évangélique de l'autorité, à savoir le primat de l'esprit de service sur le statut de dignité et de prestige. Des trois concupiscences, celle de la soif et des abus de pouvoir est de beaucoup la plus inhumaine et la plus anti-évangélique. L'éthique traditionnelle, obsédée par la morale sexuelle, a trop laissé en veilleuse ce péché qui menace tout autant les tenants du pouvoir que les aliénés de pouvoir. On sait toutes les misères qu'amène une mentalité autocratique et dogmatique qui dispose de leviers de commande décisifs. Il y a ceux qui s'accrochent au pouvoir comme s'ils étaient propriétaires des fonctions qu'ils assument. Il y a ces contestataires ou révolutionnaires qui se préparent à devenir des tyrans, le jour où ils auront gagné leur cause. Il y a aussi ceux qui utilisent la misère et les pauvres comme tremplin de leur promotion personnelle. On peut exploiter l'homme par la puissance de l'argent, mais aussi par celles du parti, du doctrinarisme, de l'autoritarisme. Que de fois, nous avons constaté une étrange transformation chez les hommes qui ont lutté dans l'opposition pour de nobles causes. Le jour où enfin ils accèdent à des postes d'autorité, ils deviennent d'une dureté implacable envers ceux qui les contestent à leur tour.

Le pouvoir, plus que l'avoir et le savoir, exige une très grande qualité humaine. Combien reculent devant les responsabilités correspondantes, parce qu'ils ont vu tellement d'exemples d'avilissement de l'homme qui passait par cette voie. Le slogan populaire: "le pouvoir corrompt facilement son homme" a une part de vérité. Le Christ nous en a avertis d'ailleurs. Mais, il y a aussi des démissions tout aussi pernicieuses. On refuse des responsabilités sous prétexte de ne pas se salir les mains. Beaucoup de chrétiens ont commis ainsi de graves péchés d'omission. Combien de situations malheureuses pourrissent parce que des hommes compétents et intègres se sont éloignés des structures de pouvoir. L'exercice de l'autorité dans un esprit évangélique représente une des plus importantes formes de charité et de justice agissantes.

## **Pourquoi ces nouveaux pouvoirs?**

7 — L'éclosion de ces "nouveaux pouvoirs", est attribuable, bien sûr, au fait que les citoyens sont mieux renseignés et à une démocratie de participation mieux vécue; mais elle origine également de déficiences ou d'abus que n'ont pas su éviter certaines élites au pouvoir.

La seconde partie poursuit plus avant l'investigation des sources du phénomène. Après avoir signalé le progrès de la conscience politique et la diffusion plus large de l'esprit démocratique, le message attire l'attention sur les abus et les déficiences de certaines élites. Nous en savons quelque chose au Québec. Le bilan de l'histoire de nos chefs politiques et religieux comporte un passif impressionnant, à côté des apports positifs indéniables. Les grandes décisions historiques se sont prises le plus souvent au-dessus de la tête du peuple. Pensons aux compromis très discutables entre les politiciens, le haut-clergé et l'establishment anglo-saxon aux grands tournants de notre itinéraire collectif. Le peuple n'est pas demeuré dans une sorte d'infantilisme politique uniquement à cause de sa condition de minoritaires. Nos élites politico-religieuses ont colonisé les consciences. Elles ont détourné les agriculteurs et les ouvriers de certaines luttes nécessaires à l'émancipation de classes infériorisées dans la nation. Il ne faut pas verser tous les torts du côté de la haute finance anglo-saxonne. Un certain élitisme autochtone se retrouve constamment dans la bouche de nos définisseurs de situation

jusqu'à tout récemment. Nous accédons à peine à l'abc d'une véritable démocratisation. Combien de québécois attendent encore le chef charismatique, le sauveur de la nation? Combien de contestataires violent à qui mieux mieux les impératifs élémentaires de la démocratie? Même au cœur des nouveaux pouvoirs, nous notons déjà une récurrence de l'élitisme et du dogmatisme traditionnels. Evidemment, on imite sans s'en rendre compte ce qu'on a sous les yeux, à savoir les attitudes autocratiques des anciennes et des nouvelles élites qui ont en commun un mépris non avoué du peuple. Au cœur du syndicalisme, par exemple, des groupes privilégiés pratiquent un égoïsme collectif honteux sur le dos des couches populaires impuissantes et désorganisées. L'indépendance du Québec ne règlera pas d'elle-même ces problèmes.

8 — Loin de nous l'idée de condamner en bloc les pouvoirs en place ou de laisser entendre qu'ils seraient dépourvus des caractéristiques que nous avons reconnues à ces "nouveaux pouvoirs"; nous constatons avec satisfaction que bon nombre de ces pouvoirs en place ont su accomplir leur rajeunissement, s'ajuster à des méthodes plus démocratiques et favoriser au maximum un véritable "courant alternatif" entre le sommet et la base.

Les évêques se refusent à condamner en bloc les pouvoirs en place. Ce serait embêtant pour eux! Ne badinons pas. Les auteurs veulent être justes vis-à-vis les efforts de démocratisation qui existent chez les gouvernants eux-mêmes, au sein des partis et des organismes publics. Ayant participé à plusieurs projets de développement, nous avons constaté l'ouverture d'esprit de plusieurs hommes politiques et technocrates d'avant-garde. Ils acceptaient parfois une critique injuste pour ne pas sacrifier l'élan de participation et l'efficacité d'une tâche de bien commun. Il existe trop de cas où des obstructions aveugles et systématiques risquent de décourager des compétences et des autorités bien disposées. Certains hommes de grande valeur se retirent parce qu'ils ne peuvent donner leur mesure. Par ailleurs, à chaque fois que le courant alternatif entre la base et le sommet s'est appuyé sur le sens des responsabilités de part et d'autre, on en est arrivé à des réalisations impressionnantes. Pensons à l'expérience de télévision scolaire (TEVEC) au Lac St-Jean.

Il ne faudrait pas croire, cependant, qu'il y a ici un progrès décisif. Que d'indifférence à la base et que de résistances passives en

haut lieu! La montée récente de la contestation vient secouer des deux côtés des léthargies qui ont trop duré. Il y avait dans les sociétés développées une tendance très prononcée vers la dépolitisation et le désengagement des masses. Et malgré quelques siècles de démocratie, des oligarchies anciennes et nouvelles, des minorités privilégiées se partagent encore le pouvoir. Nous rappelons, à titre d'exemple, les récents affrontements d'hommes de partis et de technocrates dans des ministères gouvernementaux. Il reste donc bien des étapes à franchir pour dépasser des seuils importants de la démocratisation.

9 — Loin de nous également l'idée de prétendre que les "nouveaux pouvoirs" sont tous parfaits. Ils ont à leur compte leur part d'erreurs. Nous mettons notamment en question tel fanatisme aveugle qui fait inconsidérément appel à des comportements systématiques de violence, de vengeance ou de démolition. Certaines attitudes et gestes s'apparentent davantage à la loi du talion qu'à l'Évangile. Le Christ y reconnaîtrait difficilement ses disciples. Le respect de la personne humaine y chercherait en vain son compte.

*Les nouveaux pouvoirs n'ont pas les mains blanches. En effet certaines attitudes et tactiques viennent contredire les fins qu'on poursuit. Comment tirer la "corde démocratique" uniquement quand il y va de son intérêt! Des événements récents nous ont montré l'ambiguïté de manifestations de violence où l'observateur impartial pouvait discerner une forte teneur de pathologie collective, sans compter la poétisation de la révolution sanglante. Les militants révolutionnaires des pays sous-développés semblent beaucoup plus respectueux de la vie et de la personne humaine. Ils nous rappellent le sérieux d'un engagement radical et la qualité humaine qu'il exige. Les œuvres du "Ché" en témoignent hautement. Combien, chez nous, sont prêts à une pareille ascèse? Combien acceptent une auto-critique honnête et profonde de leur propre comportement? Les meilleurs systèmes économiques ou politiques, ou les meilleurs projets collectifs, ne remplacent jamais la qualité des hommes. Chez les croyants, les mœurs évangéliques posent des exigences d'une rare profondeur: le primat absolu des petits, l'amour des ennemis au cœur des affrontements inévitables, le déracinement de toute forme d'orgueil et d'égoïsme, la recherche d'un dépassement constant et en certaines circonstances le refus de se faire justice à soi-même. Il y*

a bien des façons d'être un mauvais riche, de se servir des autres. Nous avons vu des ouvriers prolétaires se révolter devant des pseudo-révolutionnaires qui voulaient se servir d'eux comme tremplin de pouvoir ou pour faire avancer leurs idées. Le militant communiste Djilas a analysé des lendemains de révolution où des masses étaient tout simplement passées d'une domination à une autre. Et combien de fois des combats pour la justice se sont tournés contre leurs auteurs parce que ceux-ci ont fait fi systématiquement des moyens justes. Au moment où chez nous, certains commencent une action radicale, il n'est pas vain de rappeler ces réalités brutales.

## **Valeurs véhiculées par ces nouveaux pouvoirs**

10 — Envisagés sous l'angle positif où nous les avons présentés, nous voyons d'un bon œil la naissance de ces "nouveaux pouvoirs" dans la Société et dans l'Eglise. Ils méritent appui et encouragement. Les valeurs humaines, sociales et chrétiennes qu'ils véhiculent en font de précieux agents pour le développement intégral de "tout homme et de tout l'homme".

11 — Cette évolution nous apparaît un signe de vitalité tant chez l'individu que chez le groupe. Nous y voyons la manifestation d'une volonté bien arrêtée de participation, d'une prise en charge de sa destinée, d'un engagement plus total, d'un véritable sens de responsabilité, d'une soif honnête de liberté et d'auto-détermination.

La troisième partie s'attache aux valeurs humaines et chrétiennes véhiculées par les nouveaux pouvoirs. Celles-ci jouent le rôle de catalyseur de développement intégral de l'homme et de promotion collective. Nous aurions souhaité que les évêques dépassent ici certains clichés trop faciles pour cerner davantage des visées essentielles derrière ces phénomènes nouveaux.

Nous assistons présentement à une révision des rapports entre droits individuels et droits collectifs. Nos démocraties libérales ont exalté surtout la liberté de l'individu. Dans une certaine mesure, elles

assumaient une valeur centrale de la tradition judéo-chrétienne, et l'humanisme de la Réforme et de la Renaissance: à savoir, le primat de la personne humaine. Les révolutions anglaises, américaines et françaises vinrent accomplir ce que les Eglises n'avaient pas eu le courage de faire ou de proclamer. Par ailleurs, le libéralisme faisait naître des institutions qui garantissaient les droits individuels des plus forts. Les tribunaux, par exemple, servaient surtout à ceux qui pouvaient payer des frais élevés. Que signifiait la panoplie officielle de droits individuels pour des prolétaires aliénés aux plans économique, culturel et politique? On sait que le monde ouvrier a payé de son sang le simple droit d'association que leur refusaient les démocrates bourgeois libéraux. Ce qu'il a gagné de haute lutte contre le libéralisme et souvent contre les Eglises, il le doit surtout au mouvement socialiste qui a défendu la dimension sociale des droits de la personne humaine.

L'Eglise, dans sa doctrine sociale, jusqu'à *Populorum Progressio*, a emprunté des postulats implicites au libéralisme. En effet, elle donnait la première place à l'initiative privée. Dans des pays comme ceux de l'Amérique latine, les catholiques riches se servaient des encycliques pour refuser des réformes qui auraient créé des conditions collectives pour la libération des masses. Les pauvres, comme personnes, n'ont d'avenir que dans la mesure d'un développement communautaire. Seuls, avec tous les droits individuels possibles, ils sont sans défense.

Ainsi le sort de milliers de personnes passe par ce lieu obligé et premier de l'aménagement collectif. Sans doute nous dira-t-on que l'Eglise affirmait la destination primaire des biens à l'ensemble des hommes. Mais au plan des pratiques, elle revenait aux postulats libéralistes du primat de la propriété privée.

Ces remarques ne concernent pas seulement les pays sous-développés. Dans nos grandes cités modernes, seules les personnalités fortes réussissent à accéder à l'ensemble des biens. Des masses nombreuses de citoyens ne connaissent pas l'épanouissement de la personne humaine à cause de la pauvreté des équipements collectifs, à cause de l'insuffisance des politiques sociales. Galbraith disait de l'Amérique du Nord: "*il est inadmissible qu'une société aussi riche que la nôtre soit si démunie en équipements collectifs.*"

Rappelons aussi ici la situation d'impuissance et d'isolement du citoyen de la technopolis face aux superstructures politiques, économiques, scolaires ou autres. Il ne faut donc pas être surpris des réactions

violentes de ceux qui vivent ces aliénations. Trop de gens favorisés n'ont pas saisi la portée réelle des mouvements récents qui affirmaient de façon souvent maladroite cette importance des droits collectifs et de leur expression institutionnelle. La dimension proprement politique s'est ajoutée à la dimension sociale, parce que les artisans de ces nouveaux pouvoirs ont compris que le développement relevait désormais de grandes décisions politiques qui devaient vaincre les processus inhumains d'une concurrence aveugle des plus forts. Ils ont saisi que derrière la société marchande, les lois économiques de marché libre, les progrès technologiques, il y avait des intérêts et des pouvoirs souvent camouflés, et aussi des minorités de privilégiés qui s'appropriaient les principaux avantages au détriment des besoins essentiels de l'ensemble de la communauté. On ne peut parler indifféremment des investissements sans tenir compte du type de production et de consommation qu'ils commandent, sans considérer certains mécanismes contestables d'appropriation des richesses collectives et des pouvoirs de l'Etat.

Or l'Eglise, dans sa pensée sociale récente (*Populorum Progressio* et la Constitution pastorale), a fait un virage vers les droits collectifs, comme condition sine qua non à l'obtention des droits individuels. Est-ce que les évêques canadiens ignorent cette étape si importante? Ils ne pouvaient tout dire. Mais, à nos yeux, l'omission est de taille, et très révélatrice par surcroît.

12 — De cela, il faut se réjouir. Nous acceptons même que ces "nouveaux pouvoirs" se fassent contestataires et deviennent, s'il le faut, des "contre-pouvoirs" pour faire cesser des situations inacceptables et intolérables qui dépersonnalisent et aliènent l'homme. Pour notre part, nous y voyons la concrétisation de cette "faim et soif de justice" dont fait mention l'Evangile.

13 — Quand ces "nouveaux pouvoirs" dénoncent telles malformations sociales, v.g. les pseudo-consultations ou la manipulation des citoyens par le truchement d'une information subtilement biaisée; quand ils se font groupes de pression et réclament pour tous le droit d'être entendus; quand ils demandent des structures mieux adaptées pour permettre aux plus petits de s'exprimer; quand ils réclament d'être associés à

l'élaboration des décisions qui les concernent; quand ils réclament le dialogue pour dissiper les incompréhensions et aérer l'atmosphère; quand ils rappellent que les exigences de la vie l'emportent sur les lois et les systèmes périmés; quand ils se refusent de voir les impératifs économiques prendre le pas sur les exigences humaines et sociales; quand ils crient sur tous les toits que les besoins des gens doivent passer avant la puissance de l'argent, comment douter que leur action soit marquée au coin du meilleur humanisme et s'inspire du meilleur esprit évangélique?

Ces paragraphes comportent des affirmations courageuses de la part des évêques. Ceux-ci acceptent que des "contre-pouvoirs" tentent de faire cesser des situations inacceptables et intolérables. Nous voulons signaler ici l'arrière-plan sociologique de ces propos. Disons d'abord que la plupart des institutions actuelles semblent impuissantes à répondre aux véritables besoins et attentes des hommes. Le fossé entre les structures et la vie des citoyens grandit de jour en jour. Les autorités en place n'arrivent pas à mettre en marche des politiques efficaces, audacieuses ou ingénieuses. D'où ces initiatives spontanées qui viennent de la vie, de l'expérience quotidienne. Beaucoup de citoyens sont forcés d'utiliser ce que nous avons appelé plus haut l'action directe qui économise les nombreux intermédiaires. Ils ont davantage le sentiment de s'identifier, de se mettre dans le coup eux-mêmes. Des zones grises autour des structures formelles, politiques ou syndicales par exemple, se constituent. De nouveaux leaderships apparaissent qui amènent les pouvoirs à des décisions qu'ils hésitaient à prendre depuis longtemps. Nous citons encore les comités de citoyens, les comités politiques d'ouvriers insatisfaits des engagements de leur syndicat. Nous avons connu un exemple frappant de ce phénomène dans l'escalade autour du Bill 63. Un groupe spontané de leaders a mobilisé une masse de citoyens étudiants surtout, et par la suite un nombre considérable d'organismes les plus divers, pour contester une politique gouvernementale. La mobilisation a pris une telle ampleur que le parlement lui-même était menacé dans son rôle institutionnel central au sein de la collectivité. La plupart des parlementaires, sans compter tous les éditorialistes des grands journaux, n'ont pas saisi les fondements réels de cette vague de fond sous les manifestations agitées en surface. Il s'agissait pourtant d'une expression politique de réalités vécues et senties par des groupes de citoyens, très conscients de leur appartenance culturelle menacée.

Ainsi les nouveaux pouvoirs véhiculent des valeurs qu'un esprit conservateur ou une sèche rationalité perçoivent difficilement, aussi des expériences de vie qui sont en contradiction avec les structures en place, avec les objectifs de telle ou telle institution, avec les politiques des tenants du pouvoir. Poser le problème uniquement en terme d'intégration et même de participation, c'est ignorer que les nouveaux pouvoirs remettent en cause l'ensemble de la société, de son échelle de valeurs, de ses fins concrètes. Il la juge inhumaine dans ses principaux mécanismes, dans ses idéologies prévalentes, dans ce qu'elle valorise au jour le jour. Pour plusieurs contestataires, les institutions de la société développée s'acheminent rapidement vers leur limite critique. Ils ne veulent en rien éteindre la radicalisation de leur pensée et de leur action; même si celles-ci se déploient sous le signe de l'utopie et du grand risque.

Voilà des aspects sur lesquels le message des évêques a glissé. Cela me semble grave, au moment où des chrétiens, parmi les meilleurs, se demandent si leur foi est compatible avec un engagement radical, ou du moins s'ils ont encore une place dans l'Eglise.

## **L'engagement des Eglises**

14 — Le Chrétien sait qu'il ne peut approuver sans restriction, ni idolâtrer quelque pouvoir que ce soit, "nouveau" ou "ancien"; il sait que tout pouvoir est relatif; que son exercice est d'ordinaire ambigu; que Dieu n'est pas nécessairement dans toute révolution. Le Chrétien doit rechercher, par delà l'affrontement déplorable des pouvoirs qui hélas! fait trop de victimes, à réaliser un monde meilleur où pouvoir et justice coexistent. Son critère sera toujours le même: Est-ce que tel pouvoir favorise le développement humain? Est-ce qu'il contribue à bâtir une société plus juste et plus humaine tant au Canada que dans le monde entier?

15 — Nous voudrions que tous les chrétiens soient sensibilisés à cette réalité qui correspond aux attentes les plus profondes de l'homme d'aujourd'hui. Beaucoup de chemin a été fait

dans ce sens: qu'il nous suffise de mentionner trois faits significatifs inscrits dans les annales des Eglises chrétiennes:

a) Cette parole remarquable de Paul VI à l'O.N.U.: "Nous devons nous habituer à penser d'une manière nouvelle l'homme; d'une manière nouvelle aussi la vie en commun des hommes, d'une manière nouvelle enfin les chemins de l'histoire et les destins du monde".<sup>2</sup>

b) Dans la même ligne, cette déclaration de l'épiscopat de France: "Un point de non-retour est atteint. Désormais l'exercice de l'autorité requiert le dialogue et l'accès de tous à plus de responsabilité. L'autorité nécessaire à la vie de toute société n'en peut sortir que renforcée".<sup>3</sup>

c) Dans cette même direction également, l'engagement que viennent de prendre les Eglises chrétiennes du Canada dans leur plan stratégique d'action concertée en vue d'une Ligue pour le Développement:

"L'Eglise doit appuyer activement les "sans pouvoir" dans les efforts qu'ils déploient pour participer aux décisions et prendre en main leurs propres destinées ... L'Eglise est appelée à jouer le rôle de l'aiguillon, à se faire contestataire au besoin, à mettre en question le "statu quo" — y compris le sien propre — dans le domaine social, à être la voix de la conscience qui soulève les questions brûlantes, qui condamne toute injustice...<sup>4</sup>

16 — Avec joie, nous faisons mention spéciale, en cette année du 50<sup>ième</sup> anniversaire de sa fondation, d'un organisme qui a joué un rôle important pour la libération et l'épanouissement du travailleur: l'Organisation Internationale du Travail. Nous retenons ce témoignage de Paul VI, lors de sa récente visite à Genève: "Vous avez assuré par votre législation de protection et la survie du faible contre la puissance du fort... il vous faut désormais maîtriser les droits des peuples forts et favoriser le développement des peuples faibles... Il vous faut aussi assurer la participation de tous les peuples à la construction du monde et vous préoccuper dès aujourd'hui des moins favorisés, tout comme vous aviez hier pour premier souci les catégories sociales les plus défavorisées"... "Jamais plus le travail au-dessus du travailleur, jamais plus le travail contre le tra-

vaille, mais toujours le travail pour le travailleur, le travail au service de l'homme, de tout homme et de tout l'homme".<sup>5</sup>

Cette dernière partie a trait à l'engagement des Eglises. Mais avant d'aborder une question aussi brûlante, les auteurs reviennent sur des idées que nous avons déjà commentées plus haut. Mais encore ici nous trouvons une philosophie politique quelque peu primaire. Telle cette affirmation-clef: "un monde meilleur où pouvoir et justice coexistent". Que veut dire cette co-existence? Le problème est escamoté. Il s'agit plutôt de voir comment les deux devraient s'articuler. Affirmons d'abord avec Pascal une première dialectique: "faire que ce qui est juste soit fort et que ce qui est fort soit juste". Hobbes à son tour nous ramène sur le terrain de la *realpolitik* que le message surplombe trop allègrement ici. Selon le vieux philosophe, une des premières fonctions de la politique, c'est de dominer la violence omniprésente dans la nature et dans les rapports humains. Mais il réserve cette mission à une minorité qui mise sur la force. *Auctoritas, non veritas facit legem!* Nos démocraties prétendent édifier le droit sur la raison et non sur la contrainte ou la violence. Mais dans leurs pratiques effectives, elle laissent libre cours à l'action dominatrice des plus forts. Nous vivons encore dans des sociétés où les rapports de forces prennent le pas sur les utopies chrétiennes ou autres, de justice égalitaire et d'amorisation des relations humaines. D'autres idéologies ont préféré assumer les facteurs de lutte pour les dépasser dans une société sans classes. C'est le cas du socialisme qui n'a pas réussi à prouver la vérité de sa stratégie et de ses objectifs. Certains cherchent ailleurs. Ils tentent de combiner Kant et Machiavel, de "réconcilier le juste et l'efficace". Mais toujours on revient à la dialectique de Pascal (Voir De Clercq, *Religion, idéologie et politique*, Casterman, pp. 57-66)

Nous ne sommes pas au bout de nos peines. En effet, nos spiritualités ne savent que faire du conflit. Au nom d'une certaine conception de l'amour, n'a-t-on pas émasculé l'homme et le croyant particulièrement? N'y a-t-il pas aussi une dialectique de la lutte dans l'amour?

---

<sup>1</sup> La Commission épiscopale d'Action sociale est formée de dix évêques (5 français, 5 anglais) élus par l'ensemble de l'Episcopat Canadien.

<sup>2</sup> Paul VI, Discours à l'O.N.U., 4-10-65.

<sup>3</sup> Déclaration de l'Episcopat de France, 20-6-68.

<sup>4</sup> Rapport du Comité de Stratégie des Eglises Chrétiennes, 1969, pp. 20-21.

<sup>5</sup> Paul VI à Genève, 10-6-69.

L'affirmation de soi et la reconnaissance de l'autre font partie intégrante de l'amour, mais toujours à l'intérieur de tensions et de crises qui servent à leur tour d'appel de dépassement ou de maturation. Il en est un peu de même au plan social. Or, l'Eglise, en elle-même et vis-à-vis la société sacrifie trop souvent sa fonction prophétique critique pour baptiser en vitesse des réconciliations superficielles. A son école, trop de chrétiens se sont fait jouer de mauvais tours. Bien en deça de la consommation finale, la condition d'entre-deux nous incite à ne pas séparer la finesse du serpent et la simplicité de la colombe. Nous tombons dans l'angélisme quand nous oublions le premier pour partager la pureté de la seconde. Le Royaume a ses violences propres et il exige l'habileté des fils des ténèbres. Ne nous pressons pas trop vite à liquider le paradoxe évangélique de la paix et du glaive, de la violence et de la non-violence. Il y a dans la tradition judéo-chrétienne autant de réalisme que d'utopie. Encore ne faut-il pas tout mêler et chercher vainement dans l'évangile des principes politiques immédiats.

Les hommes peuvent se donner des régimes politiques très divers aussi justes ou injustes les uns que les autres. Cela relève de leur liberté et de leur responsabilité proprement humaines. Le message chrétien n'a aucune planification à offrir ici. Il est donc ridicule de soutenir avec Paupert ou Maximos que le christianisme, c'est la forme achevée du socialisme. L'histoire chrétienne a mis des siècles avant d'apprendre à empêcher la politique de devenir religion, et la religion de devenir une politique. Mais plus profondément nous retrouvons encore ici le paradoxe évangélique qui tout en affirmant la transcendance du Royaume, n'invite pas moins à des expressions politiques concrètes de la charité, et de la justice, bref des Promesses. Nous reconnaissons la difficulté d'articuler un juste discernement spirituel et un jugement politique cohérent sur des questions aussi concrètes que les nouveaux pouvoirs dans la société. Certains chrétiens sont las de ces recours officiels à de vagues considérations sur l'homme. Reconnaissons que les évêques tentent ici un effort louable, même s'ils nous laissent insatisfait. De telles questions exigeraient une réflexion autrement plus étayée que ce court message parachuté on ne sait d'où ni comment! Il faudrait un dialogue plus suivi avec l'opinion publique pour en arriver à une pensée pastorale et à des politiques plus étoffées. Décidément le rôle de l'administration l'emporte sur le reste. Voilà un problème de pouvoir! Serait-ce une des sources de la réaction des nouveaux pouvoirs dans l'Eglise? Nous y reviendrons.

Le message cite une affirmation de Paul VI à l'ONU. Nous aurions souhaité la contre-partie évangélique qui nous annonce la nouveauté radicale et incessante du projet de Dieu au cœur des projets de l'homme, des nouveaux pouvoirs qui émergent dans notre société. Au moment où les utopies modernes ne craignent pas de parler d'homme nouveau, de société nouvelle, aurions-nous oublié le langage biblique et paulinien sur la nouveauté des cieux et de la terre et de l'homme en Jésus-Christ? Il est des moments, des situations où le double langage n'a plus sa place, par exemple quand il s'agit de témoigner du fin mot de son espérance chrétienne au cœur des grands risques de l'aventure humaine, et des réalités aussi quotidiennes que le travail. Le dualisme n'est pas mort dans l'Eglise. Nos frères incroyants se demandent avec raisons qu'est-ce que vient faire le christianisme dans une affirmation qu'ils soutiennent eux-mêmes sans la foi: "le travail au service de l'homme, de tout homme, de tout l'homme."

Le point le plus fort du message des évêques est une citation tirée du rapport du Comité de stratégie des Eglises chrétiennes. On opte franchement pour les "sans pouvoir". On invite même l'Eglise à se faire contestataire, à mettre en question le statu quo, y compris le sien propre, à être la voix de la conscience qui condamne toute injustice. Ces propos courageux inspireront les conclusions de nos propres commentaires.

## CONCLUSIONS

Depuis quelque temps, on reproche aux chefs spirituels leur silence devant les principaux problèmes de la société. N'était-ce pas une phase nécessaire pour bien marquer la fin d'une époque cléricale? Le message de la fête du travail est stimulant et pour eux et pour nous. A notre tour, nous ne résistons pas à la tentation de poser des questions franches aux Evêques, signataires de cette lettre compromettante.

A quoi correspond concrètement dans nos politiques pastorales, nos investissements en ressources matérielles et humaines, cette reconnaissance des nouveaux pouvoirs, surtout ceux qui naissent de la colère des petits?

N'y a-t-il pas ici une annexion trop facile des efforts qui ont été chèrement payés par les artisans de ces mouvements? (nous en savons quelque chose!)

Est-ce que l'Eglise institutionnelle peut se permettre de faire la leçon aux pouvoirs civils quand elle-même remet si peu en question son propre statu quo, tarde tant à s'alléger pour être davantage missionnaire? Sur quel témoignage interne, canadien, québécois, peut-elle s'appuyer?

Qu'en est-il des nouveaux pouvoirs au sein de l'Eglise elle-même? Leur accordez-vous une place aussi définie que dans la société civile? Sont-ils effectivement des "signes des temps" au sein de l'institution religieuse elle-même?

Y a-t-il vraiment une place, non pas toute la place, pour des clercs et des laïcs qui sortent des sentiers battus, ou ne partagent pas telle ou telle doctrine officielle? Quelle leçon tirez-vous de ceux qui ont quitté parce qu'ils se sentaient étrangers dans la maison paternelle? Qu'entendez-vous faire vis-à-vis ceux qui restent et qui réclament le droit à la dissidence?

Quelles sont vos politiques devant les nouvelles formes de communautés charismatiques, de ministère exploratoire, de sacerdoce?

Comment expliquez-vous la mort rapide de la plupart des mouvements de jeunesse et des cellules d'A.C.? Au lieu des nouveaux pouvoirs dans l'Eglise, ne devrait-on pas parler des obstacles majeurs qui en font des morts-nés?

Bref, nous nous demandons si ce message, de grande qualité en lui-même, ne reproduit pas une fois de plus des gestes ambigus qui ne s'insèrent pas dans une vision et une pratique pastorales cohérentes et dynamiques, dans des projets définis et contrôlables. Les intentions généreuses ne remplacent pas le courage de politiques audacieuses et tenaces. D'où le peu d'impact prophétique de ce discours épisodique sur commande.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> NOTE.

Les autorités religieuses du diocèse de Montréal ont accepté, tout récemment, de financer un projet d'animation sociale dans une zone grise. Cette décision relève sans doute d'une option courageuse. Mais une question primordiale demeure: Dans quelles politiques pastorales d'ensemble s'insère une telle initiative? L'Eglise diocésaine resterait-elle à la périphérie du projet en ce limitant à un rôle de bailleur de fonds?

## Vaincre la peur de nous unir

*Un groupe d'ouvriers*

### Où sont les nouveaux pouvoirs

— Pour moi, les nouveaux pouvoirs, ce sont les pouvoirs de la masse. Les gens ont davantage la chance de s'exprimer. Les gouvernements sont obligés d'en tenir compte, à tel point qu'ils sont portés à mettre un genre de feutre pour l'assourdir un peu. Ils prennent la panique et passent des lois qui ne sont pas toujours adaptées.

— Il n'y a pas de nouveaux pouvoirs sans de nouveaux savoirs. On commence à être de plus en plus renseignés, et à partir de ce moment-là on peut exiger nos droits. Je ne savais pas que j'avais le droit d'exiger de la Ville qu'elle vienne faire une enquête sur les loyers; je ne savais pas que j'avais le droit d'assister aux réunions du conseil municipal. L'information, ça été pour moi la chance d'avoir de nouveaux pouvoirs.

— On voit qu'on peut avoir un pouvoir, mais il y a des gens pour vous convaincre que c'est dangereux de s'en servir. Le pouvoir est là, mais on ne peut s'en servir parce qu'on est éparpillé; il est là mais il est latent.

— On a le pouvoir de parler, mais non celui d'agir: le nouveau pouvoir, moi je ne le trouve pas.

— J'abonde dans l'idée de M., que des nouveaux pouvoirs, il n'y en a pas: on est un peu plus libre de dire ce qu'on veut, par contre les autorités sont libres de nous écouter ou non. J'ai nettement l'impression que des nouveaux pouvoirs réels, il n'y en a pas.

— Les pouvoirs ne sont peut-être pas nouveaux, mais les personnes qui les ont sont nouvelles et seront de plus en plus nombreuses. Convaincre ces personnes-là qu'il n'y a pas de danger, que les assistés sociaux ne

perdront pas leur chèque d'allocation, que les ouvriers ne perdent pas leur job s'ils entrent dans l'Union.

## Ils ont déjà commencé à agir

— La preuve qu'il existe des nouveaux pouvoirs c'est que l'on commence à craindre la réaction des gens. On craint de passer telle loi parce que les gens vont dire: "Ça ne se fait pas". On ne pourrait plus recommencer l'affaire de la grève d'Asbestos.

— Je vois une preuve que les nouveaux pouvoirs existent, dans le fait qu'il commence à y voir des réalisations qui sont signées: "Les citoyens de tel endroit". Par exemple, une école, une polyvalente qui porte la signature: "Les citoyens de Pointe St-Charles". Ce n'est pas le curé qui a la vedette, ni tel député, ou tel conseiller municipal. On a un autre exemple aux Ilots Saint-Martin.

— Le gouvernement est obligé de composer avec les gens qui l'ont élu. Dans le domaine de la rénovation urbaine, par exemple, le plan des habitations Jeanne-Mance a été décidé au conseil municipal de Montréal; mais pour les Ilots St-Martin, l'administration a été obligée de composer avec les gens intéressés.

— Vous allez me trouver bien pessimiste, mais on a toujours eu le droit de s'exprimer, et à quoi cela a-t-il servi?

— Prends le petit Comité de Citoyens de St-Henri, qui a commencé bien humblement; actuellement il y en a plusieurs dans la ville et Saulnier commence à s'en inquiéter; à l'hôtel de ville il n'y a aucun parti d'opposition. Et quand on regarde à la grandeur de la Province, Trois-Rivières, Québec, St-Jérôme, Hauterive, des comités de citoyens surgissent partout. Ils se sont aperçus que leurs affaires étaient entre les mains des autres.

— On n'a pas encore le pouvoir de changer grand chose, mais déjà on a réussi un peu "à leur donner la chienne". Ils commencent à tenir compte des gens non plus seulement au temps des élections.

— Je déplore cette façon défaitiste de voir. A St-Jérôme ils ont bien réussi à déloger le maire; deux autres maires viennent des comités de citoyens, à Baie Comeau et à Hauterive. Il ne faut pas dire que l'on

n'avance pas. Quand 50% des municipalités auront un conseil municipal qui représente vraiment les intérêts des citoyens, ça pourra commencer à bouger au niveau du gouvernement provincial.

## Une espérance nouvelle

— Actuellement, notre pouvoir c'est celui de l'opposition. Dans tout gouvernement il y a le parti au pouvoir: il est évident qu'il a plus de pouvoir que le parti de l'opposition, mais ils n'ont pas tout le pouvoir. A St-Jérôme, au début, les gens disaient: "Il n'y a rien à faire". Puis il y en a d'autres qui ont commencé à dire: "Vous avez au moins un pouvoir, celui de l'opposition: vous pouvez toujours commencer par dire que vous n'êtes pas d'accord". Ils ont joué le rôle de l'opposition officielle, puis ils ont fait élire leur maire. Même le nouveau maire aura à faire face à une opposition, celle des citoyens qui l'ont élu, s'il ne réalise pas son mandat.

— Quand on a des chefs que l'on connaît, on est prêt à les suivre; mais ce qui arrive c'est quand il y a des gens comme Lemieux ou Chartrand que l'on ne connaît pas, ça m'inquiète. Tant qu'on ne sait pas dans quelle direction ils s'en vont, ça m'inquiète comme père de famille et comme travailleur.

— Moi aussi ça m'inquiète. Le pouvoir est donné à l'homme de la rue, mais l'homme de la rue ce n'est pas tous des ouvriers, et c'est ce qui gâte la sauce. Quand je vois des professeurs et des étudiants protester, je me dis: ce ne sont pas des ouvriers. C'est l'ouvrier qui paye la note. Quand il y a des manifestations, l'ouvrier est à l'usine, il n'a pas le temps de manifester. J'ai essayé de manifester avec des étudiants, mais on ne s'est pas compris parce qu'ils n'ont pas les mêmes responsabilités que moi.

— Le danger est celui-ci: où est-il mon pouvoir, à moi ouvrier? Même les Unions, c'est rendu loin: 7 semaines de grève pour 50 cents d'augmentation! On se pose des questions, et tant qu'on se pose des questions on se compte pas pour battu.

— Moi, c'est pour mes enfants que j'ai peur quand je les vois dans les manifestations. D'abord, ça donne quoi? Je crains qu'on les mobilise sans qu'ils ne sachent trop pourquoi.

## Face à la peur

— On est mené par un monde de professionnels: c'est un risque. Quand on dit qu'on a peur des nouveaux pouvoirs, on a raison d'avoir peur parce que ça va nous déranger un moment donné, dans nos petites habitudes. *Nos enfants, il faudra leur expliquer. Il y a des choses qui vont se produire car les pouvoirs en place ne céderont pas si facilement, ça va les affecter. On pourra peut-être aller à l'extrême à un certain moment, mais eux, depuis des années qu'ils sont dans l'extrême, parce qu'on se fait exploiter. Il va falloir se repenser, en espérant qu'eux aussi se repensent, et aller à la rencontre l'un de l'autre. Mais ça va nous demander du travail, des dérangements, et c'est ce qui va être le pire à accepter.*

— C'est vrai, c'est un gros risque. Mais mon espérance est dans les nouveaux pouvoirs dans lesquels moi je me place. Que la C.E.Q. ait des pouvoirs, c'est bien le droit des enseignants; mais quand leurs pouvoirs toucheront aux miens et à ceux des ouvriers, je contesterai les pouvoirs de la C.E.Q. De même pour le M.I.S. En d'autres mots, je n'accepterai pas que les ouvriers soient laissés pour compte dans les nouveaux pouvoirs.

— On apprend en se trompant. On va se tromper, c'est sûr, mais il s'agit de faire ce qu'on pense qu'il est le mieux de faire.

— Vous parlez de peur. Mais si vous regardez les pouvoirs actuels et que vous les analysez, il y a une m... frousse à prendre aussi. Il y a de la peur là aussi. Peur pour peur, autant accepter celle qu'il y a à prendre en main le pouvoir qui nous revient.

— Ça été le jeu des gens en place que de semer le doute, la peur: "Tu peux te tromper". Ils nous détruisent avec ça. On s'imagine à la fin qu'on ne peut pas raisonner aussi bien qu'eux. Ils ne sont pas si fins que ça puisque ça va si mal. Ils ont, en tout cas, du chemin à faire pour me convaincre que je ne puis pas prendre d'aussi bonnes décisions, assis avec d'autres, qu'ils peuvent en prendre eux-mêmes. Il faut mettre de côté cette peur.

— L'ouvrier a le droit d'avoir peur, il est obligé d'avoir peur. J'ai 4 enfants, et j'ai peur pour mes enfants: on dit que la génération d'aujourd'hui est perdue. Les grèves: je n'aime pas ça aller en grève; je sais que les unions abusent jusqu'à un certain point. Quand un collé-

gien vient m'embarquer, j'ai peur. J'ai peur devant les augmentations de loyer. Pourquoi? Parce que c'est toujours l'ouvrier qui perd.

— Il ne faut pas nous laisser envahir par la peur, autrement on ne fait rien. La peur existe partout. On n'aime pas se faire dire qu'on a peur, on préfère le dire soi-même.

## Les nouveaux pouvoirs dans l'Eglise

— Le clergé, c'est la seule forme de supérieurs qui nous aient vraiment donné le pouvoir. Par exemple, après la messe le curé me demande: "Comment as-tu aimé la messe rythmée?" — Pourquoi me demandez-vous cela? — "Pour savoir si on va en faire d'autres." — Là j'ai le pouvoir de m'exprimer et je sais que ça va changer quelque chose.

— On a eu tout le temps à subir des décisions. Prenez, pour la construction de l'église de X. si on avait consulté les gens, on ne se serait jamais mis une dette comme ça sur le dos.

— Les laïcs commencent à exercer un certain pouvoir dans l'Eglise, mais ce n'est pas encore un état de chose. Dans une paroisse, les gens n'étaient pas d'accord avec les prêtres: ils ont été mis à la porte par leurs paroissiens. Officiellement c'est apparu qu'ils avaient démissionné. Les gens n'étaient pas d'accord avec la façon dont ces prêtres fonctionnaient.

— L'Eglise m'apparaît actuellement plus forte parce que les laïcs peuvent s'exprimer et prendre leur responsabilité de chrétiens: ça change une mentalité d'Eglise. Ce qui me frappe, ce soir, c'est le mot "peur" que tout le monde a à la bouche. Au contraire, quand je regarde ce qui se passe, ça me donne beaucoup d'espérance. Pour ne pas avoir peur, il faut avoir quelque chose de positif à présenter et faire confiance aux autres.

### ONT PARTICIPÉ A CETTE TABLE RONDE

M. et M<sup>me</sup> Ernest Thériault  
M. et M<sup>me</sup> Gaston Valade  
M. et M<sup>me</sup> Roland St-Aubin  
M. et M<sup>me</sup> Henri Courtois  
M. et M<sup>me</sup> Fernand Gaudet

M<sup>lle</sup> Soline Lachance  
M. Robert Legault  
M. Pierre Durocher  
Père Lorenzo Lortie, f.c.

## Bâtir ou disloquer la société

*Un groupe de patrons*

*QUESTION: On vous demande d'identifier des nouveaux pouvoirs qui peuvent exister dans vos milieux, de voir la naissance de ceux-ci, l'évolution, les espoirs, les dangers de cette formule de démocratie de base plus développée et de s'interroger à la fin sur la vision que l'on a de l'avenir: est-ce souhaitable qu'il y en ait, est-ce qu'il y a des secteurs où il devrait y en avoir. Enfin, on pourrait s'interroger sur le rôle de l'Eglise face à des nouveaux pouvoirs.*

— Je me demande: sommes-nous en train réellement d'assister à la naissance de nouveaux pouvoirs dans notre société, ou sommes-nous en train plutôt d'assister à la dislocation de notre société? Serait-ce la naissance d'une nouvelle société où nous devons vivre pour une certaine période dans un équilibre instable? Lorsque la Commission épiscopale entend par nouveaux pouvoirs, une volonté qui s'affirme de plus en plus chez les sans pouvoir, les démunis, de se donner une voix, je dis que parallèlement nous devons assister à la perte de pouvoir chez la classe moyenne. Nous n'assistons pas à la naissance de pouvoirs nouveaux, mais à un début de révolution dans les valeurs intrinsèques de notre société, au rejet de notre civilisation de confort.

— Moi, là où j'ai tiqué le plus, c'est au paragraphe 13, à la formule "pseudo consultation". J'ai tiqué là-dessus parce que je ne trouve rien qui propose des modes de consultation réels. Toute consultation n'est pas nécessairement pseudo. L'apparition de nouveaux pouvoirs, si on veut accepter l'appellation, elle n'est pas purement de l'ordre de l'exercice de pouvoirs qu'on avait, mais qu'on n'exerçait pas. C'est de trouver des modes d'aménagement de l'exercice de certains pouvoirs. Il n'y a jamais rien qui a dit que dans notre société civile, en particulier, les pouvoirs décisionnels devraient être absolus.

Quand je parle de recherche en réaménagement du pouvoir, je pourrais prendre l'exemple de ce qui s'est passé dans l'Est du Québec. Le gouvernement québécois, avec un accord du fédéral, donne un mandat à un organisme constitué de représentants de corps intermédiaires, d'élaborer un plan de développement pour l'Est du Québec. Le B.A.E.Q. n'est pas un organisme gouvernemental, il est créé conjointement par deux Conseils économiques régionaux, pour élaborer un plan précis avec la participation de la population. Ça bouscule les pouvoirs, le gouvernement n'ayant jamais eu de structures consultatives, n'avait en place effectivement que des structures de patronage ou des structures semi-clandestines. Alors, en 1968, le gouvernement du Québec crée l'Office de Développement de l'Est du Québec (O.D.E.Q.), structure qui coordonne toutes les forces administratives gouvernementales dans la région. Pour moi, c'est un nouveau pouvoir, la décentralisation de l'autorité administrative, où les pouvoirs consultatifs peuvent rejoindre les pouvoirs décisionnels.

— Le phénomène que semble décrire l'Épiscopat, c'est celui de la prise de conscience dans les milieux urbains par des mécanismes comme les Comités de citoyens. J'ai trouvé que le texte n'offrait rien, ou fort peu, pour suggérer des mécanismes où ce pouvoir-là pourrait effectivement quitter la voie parallèle et en venir à s'aboucher aux mécanismes de décision. À ce point de vue là j'ai trouvé que le document était un vœu, mais qu'on devrait être capable de chercher des amorces de solution.

— En relisant le texte, j'ai eu de la difficulté à retrouver le syndicalisme comme nouveau pouvoir. Non pas que je nie le pouvoir des syndicats, mais le concept du syndicalisme n'y apparaît pas. On pense surtout à des initiatives comme le comités de citoyens, à la mise sur pied de nouvelles structures qui ont rejoint les mécanismes décisionnels.

*QUESTION: Les nouveaux pouvoirs, est-ce l'avènement d'une justice et d'une liberté collectives, au détriment de la justice et de la liberté individuelles? En d'autres mots, la formation d'une force collective peut-elle favoriser la liberté individuelle?*

— On n'a pas les moyens de se payer l'alternative, on est obligé de se payer les deux du coup

— Ici ça touche l'Eglise, car l'Eglise a toujours prôné la liberté individuelle. Mais un homme qui est libre a quand même des devoirs, c'est le fondement de notre société.

— Il y a une chose qui me tracasse dans le texte des évêques: ces nouveaux pouvoirs ne vont-ils pas en contradiction avec la civilisation chrétienne?

— Je ne suis pas sûr que tout ce que nous vivons vienne de la civilisation chrétienne. Prenez le code municipal. Il rend le conseil municipal responsable d'aménagements qui servent la propriété mais il n'attribue aucune responsabilité au service des personnes: cela vient du droit romain qui n'avait rien de particulièrement chrétien. Le droit romain s'intéresse à la propriété et non à la personne, ce n'est pas d'inspiration chrétienne.

*QUESTION: Il me semble déceler chez-vous une inquiétude au sujet de ce que vous identifiez comme étant des nouveaux pouvoirs.*

— Ce qui manque dans ces nouveaux pouvoirs, c'est justement le lien qui va les faire déboucher. Je trouve que les nouvelles structures mises en place par les gens sont absolument essentielles, il faut que les gens puissent se prononcer, prendre un intérêt dans ce qui se passe, mais il faut absolument aussi trouver comment cette activité va s'articuler au niveau des pouvoirs décisionnels. Tant que le réaménagement constitutionnel ne sera pas fait, les comités de citoyens, les groupes de pression, sont voués à un cul-de-sac, et nous allons vers une situation suicidaire.

— Les nouveaux pouvoirs seront nouveaux à la condition qu'il y ait une révolution.

— Tout va dépendre de la souplesse que va apporter le gouvernement à se transformer. L'approbation du Conseil d'Orientation Economique, la création de l'Office de Planification, le nouveau Conseil du Plan qui va regrouper, espérons-le, les Conseils Economiques Régionaux lesquels regroupent les associations, tout cela c'est une transformation du lobbying et crée des nouveaux pouvoirs consultatifs qui modifient l'exercice du pouvoir. Mais au niveau municipal ça ne bouge pas.

— Comment les gens de la base pourront-ils vraiment participer à des décisions? Par exemple dans la construction domiciliaire, il y a

la Société d'Habitation qui pense, et nous ici nous exécutons. Les comités de citoyens pourraient toujours influencer un peu mais ne changeront pas tout car il y a le gouvernement qui nous oblige à respecter certaines normes.

— De toute façon, c'est un pré-requis que tout mécanisme de consultation doit être accompagné d'un certain pouvoir décisionnel. Si celui qui est consulté, ou qui se donne la peine de consulter, se rend compte qu'on n'en tient pas compte, vous ne le reprendrez pas souvent. Dans les milieux défavorisés, les politiciens viennent les courtiser tous les 3 ou 4 ans; ils leur demandent leur opinion sans la leur demander, et ne s'en occupent pas par la suite, alors eux s'en désintéressent. Mais actuellement les citoyens ont pu accéder à plus de savoir et de pouvoir; en s'organisant à développer la consultation, ils ont appris beaucoup, non par l'enseignement, mais par le travail de penser quelque chose de façon systématique.

Les structures n'offrent rien pour former un leadership, pour former un pouvoir d'opposition (par exemple, à Drapeau-Saulnier). S'il y avait ce mécanisme de consultation, il y aurait une génération prête à remplacer ceux qui partent. La prochaine administration municipale à Montréal, où est-elle?

*QUESTION: A qui attribuez-vous la responsabilité de former ces nouveaux pouvoirs?*

— Historiquement, on les a déjà à leur début. Les Conseils Économiques Régionaux depuis 1950, les comités de citoyens qui partent, les associations qui se restructurent, se réorganisent. Nous avons un peuple qui a une multitude de corps intermédiaires et l'esprit de s'organiser. Notre société commence à avoir des embryons de structures consultatives; si devant cela les détenteurs de pouvoirs décisionnels sont enfermés dans les cadres de loi qui les régissent et ont une réaction négative ou de non-recevoir, ils s'en vont à leur perte. Pour qu'elle devienne positive, c'est le temps pour les cadres décisionnels de s'ouvrir, de commencer à créer des articulations qui donnent espoir à ceux qui s'organisent. Ce ne sont pas des animateurs, pas même des sociologues, ce sont spontanément des gens du Lac St-Jean, du Saguenay, du Bas St-Laurent, de Joliette, qui ont commencé à dire: "Il faut se sentir les coudes, on a des intérêts communs." C'est nouveau; à Montréal

plus qu'ailleurs, parce que Montréal a toujours été un monstre que personne ne sait maîtriser. Il n'y a jamais eu de mouvement collectif, mais actuellement les plus prolétariés commencent à s'organiser: il ne faut pas que ce soit un cul-de-sac. Nous n'avons pas à emprunter des modèles ailleurs, nous sommes en avance.

*QUESTION: Voyez-vous des formes d'action qui pourraient être mises en œuvre par les groupes de base pour faire progresser une démocratie plus réelle?*

— Puisque l'Église s'embarque, je croirais que c'est le seul interlocuteur capable d'inviter les parties à venir s'asseoir pour réfléchir sur les problèmes d'articulation des pouvoirs et de relations avec la population, sans idée préconçue d'annexion ou autre. Ça prend une personne neutre, et le seul organisme qui a du prestige et qui peut peut-être se permettre ça, c'est une autorité religieuse ou bien des Églises concertées.

— Sommes-nous d'accord pour dire que les nouveaux pouvoirs, sans changer notre société actuelle seront dans l'avenir les corps intermédiaires, les associations de parents, les comités de citoyens?

— Je ne prône aucun mécanisme plus que d'autres; je pense que c'est justement ce que les gens devraient discuter. Cela pourrait être bien des choses, mais il faut que ce soit discuté et pensé par les gens dans le contexte de la situation actuelle, quitte à le modifier quand la société changera; on n'installe pas quelque chose pour *vitam æternam*. Quand on pense que tel mécanisme semble possible, on le travaille avec les gens du milieu, on l'essaie, mais on ne l'inscrit pas dans les tables de marbre.

*QUESTION: Quelles valeurs primordiales voyez-vous dans ce qui est en place ou en train de naître?*

— C'est la seule possibilité qu'on a de survivre, et on réalise que l'aliénation d'une partie de la population ou de n'importe quel groupe, c'est mortel. La seule façon d'éviter ces dangers c'est d'amener les personnes à exprimer leurs propres besoins, mais avec l'espoir que ça va déboucher sur quelque chose.

— Les valeurs, ce sont celles qui sont ici, dans la province de Québec. Oui, il y a des valeurs chrétiennes là-dedans; mais on n'est pas rien que cela, on est nord-américain, et il y a beaucoup de choses que l'on prend par osmose des États-Unis. Nous avons la possibilité d'être relativistes, et les principales valeurs qui sont en jeu c'est le relativisme. Ce qui me frappe, c'est que ce sont les gens de la base et non les sociologues qui ont décidé: "Mieux vaut essayer cela que de ne rien avoir". Ce qu'ils voyaient, c'est le bien de leurs enfants, c'est de là que sont nés les comités de citoyens, qui sont devenus ensuite autre chose. Ils n'ont pas théorisé.

Cette valeur-là a pu avoir l'air pas très catholique, parce qu'on a une vieille tradition, un mode d'exercice catholique qui affirmait des absolus; mais à mon avis, le Christ était relativiste, ce n'était pas un gars qui jurait par des absolus. Ce sont des commentateurs, c'est l'Eglise qui a développé une tendance à l'absolutisme. Le relativisme est redevenu une valeur chrétienne grâce au Concile, et c'est bien tant mieux. Cette valeur, on la retrouve chez les québécois, elle est inscrite historiquement ici, mais le malheur c'est qu'un paquet d'idéologues se servent de ça pour monter des tas d'histoires qui peuvent nous mener à mal. Quand je dis nous mener à mal, je ne pense pas que je vais devoir perdre des privilèges ou des choses que j'ai; ce que je trouve malheureux c'est qu'ils vont conduire des gens dans des cul-de-sac. Il va y avoir du sang: le sang, c'est absolu. Si on veut commencer à trouver une solution, il va falloir créer des structures pour aller connaître les besoins de l'individu et en tenir compte dans les prises de décision.

#### ONT PARTICIPÉ À CETTE TABLE RONDE

- MM. Charles Perreault, *Conseil du Patronnat du Québec*  
Guy Beaugrand-Champagne, *Société des Math. Appliquées*  
Yvon Lamarre, *conseiller municipal, St-Henri*  
Jacques Lemay, o.m.i., *aumônier national de J.O.C.*

## Le pouvoir, par l'information

*Agents de promotion sociale*

### Etes-vous d'accord avec le texte des évêques?

— Les évêques ont raison de s'arrêter sur ça, c'est en vogue. Ils font une constatation, il ne me semble pas qu'ils portent un gros jugement là-dessus.

— Je ne suis pas d'accord avec ce qu'ils disent dans le 2<sup>ième</sup> paragraphe: *"Cette émergence des nouveaux pouvoirs dans la société moderne marque un réel progrès dans le développement de la société démocratique; elle signifie une redistribution du pouvoir parmi les groupes qui jusqu'ici en étaient dépourvus."* Je ne vois pas, par exemple, que les comités de citoyens participent aux décisions, ce qui serait une conséquence de la redistribution des pouvoirs. D'accord, ils vont contester la rénovation urbaine, mais je ne vois pas qu'ils partagent le pouvoir.

— Ce que vous dites pour le 2<sup>ième</sup> paragraphe, je le généralise pour tout le texte: ce sont des mots, des phrases qui sont toutes discutables. Il y a quand même des bonnes choses.

— En lisant le texte, je me suis dit: En tout cas chez les jeunes travailleurs il n'y en existe pas de nouveaux pouvoirs. Par contre il y a des forces, des dynamismes qui se manifestent, mais ça ne correspond pas à ce qu'on appelle les "nouveaux pouvoirs". Quand on parle de participation, de responsabilité qui mènent aux décisions, il n'en existe pas chez les jeunes travailleurs. Il y a peut-être des équipes d'acheminement vers cela, mais il n'y a pas de nouveaux pouvoirs tels que l'entend le texte des évêques.

— Moi, j'abonde dans le sens qui a été dit: ils ont le pouvoir d'en-gueuler, c'est tout.

— Je pense, moi, que le texte épiscopal, et même le livre de Grand-Maison, soulignent un phénomène nouveau, tout de même: une certaine prise de conscience. Auparavant, les gens allaient voter, et pen-

dant 4 ans ne s'occupaient plus de rien. Actuellement il y a des gens qui se réveillent à tous les niveaux. Ils n'ont pas entre les mains un pouvoir tellement réel, mais ça ne veut pas dire qu'ils ne contribueront pas à améliorer une démocratie un peu différente. J'ai l'impression que c'est ce que le texte a voulu signaler, en prenant peut-être trop vite pour acquis ce qui n'est pas encore vrai dans les faits.

— Il y a des projets de nouveaux pouvoirs, ça serait le résumé. Il n'y en a pas encore d'élaboré.

— Le seul point où je suis d'accord c'est lorsque vous dites qu'il y a un début de prise de conscience de problèmes communs, une réflexion en vue de faire une démarche: je crois que c'est le seul élément positif que le texte mentionne. De là à mentionner qu'il y aura une redistribution de pouvoirs et qu'il y ait dialogue, moi je n'y crois absolument pas. Cela met trop en cause la société dans laquelle on est. Quand on parle de redistribution du pouvoir, cela suppose un autre mode de démocratie qui s'installe dans la municipalité ou dans la province. Je ne crois pas qu'on soit à la veille d'y arriver.

— Après les dernières interventions, je regarde le 4<sup>ème</sup> paragraphe du texte et je me demande si on ne peut pas entendre "nouveaux pouvoirs" dans le sens de *pouvoir savoir*, puis de *pouvoir avoir*, et enfin de *pouvoir-tout-court*. Moi, ce qui m'enlève le pessimisme c'est de penser qu'on est à un palier vers un réel pouvoir. En poussant vers le savoir d'abord, on va nécessairement déboucher. Je le vois vraiment comme une démarche dans le temps, il y en a qui sont rendus plus ou moins loin.

### **Est-ce que ce texte aurait pu être écrit en 1930-40?**

— Je n'ai pas l'impression qu'on aurait écrit ça il y a 20 ou 30 ans. On ne l'aurait pas écrit, mais cela ne veut pas dire que la réalité n'existait pas. On se demande si ceux qui ont fait ce texte savaient bien ce qu'ils ont signé. Ils ont été charriés un peu par l'opinion publique.

— Vous parliez de prise de conscience: je pense que dans le Québec il s'est vécu des expériences, non pas du même type, mais semblables. L'Eglise n'a peut-être pas écrit sur cela, mais elle a assumé des responsabilités face à l'action ouvrière. Elle ne l'a pas patronnée comme telle, mais par l'intermédiaire de la L.O.C. dont le moyen d'expression était, à l'époque, le Front Ouvrier.

— Ce que je trouve de nouveau, c'est peut-être la nouvelle conception de l'autorité qui est derrière ce texte, et je dirais même, la nouvelle notion que la Hiérarchie a de son autorité. Elle n'aurait pas été capable de se dissocier des pouvoirs établis comme elle va être capable de le faire aujourd'hui.

— Il y a 10 ans, il n'y avait personne qui aurait signé cela dans la hiérarchie; aujourd'hui, sans trop savoir peut-être ce qu'ils faisaient, les évêques l'ont signé.

— Toutes les organisations qui avaient été mises sur pied contre le système jusqu'ici, comme les coopératives, l'avaient été par des individus, parfois des curés, Mgr Desranleau, etc. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est que les nouveaux pouvoirs, les comités de citoyens, ont été créés en dehors de l'Eglise, par des animateurs: vous appelez cela de la sécularisation.

### **Etes-vous optimistes devant les nouveaux pouvoirs?**

— Je suis optimiste parce que c'est pour moi une question de temps. Si on cesse de regarder un à un les comités de citoyens qui tombent, se relèvent, et qu'on regarde l'ensemble, nous constatons que nous allons vers quelque chose.

— Les nouveaux pouvoirs sont à l'œuvre aussi dans des organismes déjà existants, comme la C.S.N.: nouvelle conception de l'autorité, nouveau mode d'action, nouvelle prise de conscience des problèmes.

— Dans le domaine de l'économie, il y a également des actions de contestation qui sont entreprises, par exemple, à l'égard des compagnies de finances par l'intermédiaire de l'A.C.E.F.

— Je vois les nouveaux pouvoirs à d'autres niveaux aussi. Par exemple, dans les ministères du gouvernement il y a beaucoup de technocrates qui ont le pouvoir de mettre sur le bureau du ministre toutes sortes de projets. Ils ont une influence aujourd'hui qu'ils n'avaient pas il y a 10 ans.

— Un autre point qui m'apparaît important est celui-ci. Autrefois, les actions entreprises voulaient simplement répondre à des situations particulières, elles ne se situaient pas dans un continuum, dans un projet d'ensemble. Aujourd'hui, les animateurs, jeunes ouvriers ou autres, ont été habitués à voir plus loin que le simple "patching"; quand ils

voient les problèmes, ils essaient de remonter aux vraies causes, et c'est ainsi qu'ils ont réussi à remettre en cause tout le système social et économique. Ils sont engagés dans un continuum logique. Ils en ont conscience et c'est ce qui fait leur force et leur motivation.

— Le type de société dans laquelle nous vivons actuellement explique un certain nombre de choses. Dans la vieille société il y avait trois groupes qui exerçaient le pouvoir: religieux, militaire et politique. Mais avec notre société plus industrialisée, les pouvoirs ont été distribués autrement; le phénomène religieux a commencé à diminuer comme pouvoir efficace, mais il y a d'autres pouvoirs qui sont nés, le syndicalisme m'apparaît un pouvoir très important actuellement au niveau politique. Le pouvoir de l'information aussi. Les gens qui contrôlent le pouvoir d'information dans une société technocratique me semblent les plus influents. Ce que je trouve nouveau, c'est le pouvoir du citoyen ordinaire qui commence à prendre un peu plus corps: il se réveille, il en a assez de l'information qu'on lui fait gobber. Les gens commencent à penser à s'organiser au niveau du simple citoyen, face aux différents pouvoirs.

### **Est-ce que ces nouveaux pouvoirs ont des chances de continuité?**

— Chez les jeunes travailleurs il n'y a pas de nouveaux pouvoirs comme tels, il y a des équipes qui s'y acheminent quand ensemble elles contestent quelque chose, tant au niveau municipal que gouvernemental. Mais ils sont si peu informés qu'ils ne savent même pas comment fonctionne un gouvernement. Un fait cependant qui est nouveau, c'est qu'il y en a beaucoup plus qui sont intéressés à travailler non seulement pour eux-mêmes, pour passer leurs temps libres, mais sur un problème politique. Par exemple, on est en train de faire une étude sur le Textile, quand on sait que dans 5 ans l'industrie du textile va disparaître chez-nous. Ce sont des acheminements vers quelque chose de nouveau, mais il va falloir des mécanismes qui se mettent sur pied pour donner l'information nécessaire, une information systématique et non seulement goutte-à-goutte.

— Je trouve que vous soulevez là une idée qui est fondamentale pour l'exercice de tout nouveau pouvoir: il n'existera jamais de nouveaux pouvoirs s'il n'y a pas moyen d'avoir une information systématique, parce qu'autrement on ne comprend rien.

— Pour déchiffrer ce qui serait nécessaire de savoir, ça prend des spécialistes. Mais notre génération les refuse. Les travailleurs se sont assez fait fourrer par les actuaires, les économistes, et par tous ces techniciens là: ils compliquent les affaires avec leur vocabulaire d'ordinateur et on ne comprend plus rien, ça devient "une situation technique".

— Moi, je parle des gars spécialistes qui sont prêts à interpréter pour ceux qui sont prêts à travailler: la base ne refuse pas la vulgarisation et l'interprétation des faits. Le savoir et l'information c'est, en fait, un certain pouvoir. On peut soit le mettre à son propre service, soit le mettre véritablement au service des autres.

— L'information, l'éducation à la base, ce n'est pas considéré comme de la rentabilité par les pouvoirs actuels. Que ce soit Radio-Canada, Télé-Métropole ou les journaux, ils ne peuvent pas concevoir que sans une information systématique nous allons disparaître. Moi, je ne décèle pas de nouveaux pouvoirs sinon celui des technocrates qui posent des questions, mais drôlement limitées.

— La rentabilité, c'est un phénomène qui est irréversible. L'important c'est que l'homme là-dedans, soit respecté et protégé. La cause pour laquelle l'homme n'est pas respecté c'est que l'initiative est laissée à l'entreprise privée: mobilité du travailleur ou du chômeur, recyclage de la main-d'œuvre, etc. Aujourd'hui, l'Etat commence à s'en occuper, mais il y a encore des problèmes.

— Alors, moi je me demande si on a la compétence pour juger le système et ce que nous présentent les nouveaux pouvoirs. Chacun dit posséder sa vérité. On sait, pour en subir les conséquences, ce qu'est la vérité du système; mais ce que nous proposent les nouveaux pouvoirs a des tendances très socialistes. En principe le socialisme a l'air bon. Mais en pratique on ne le sait pas. Allons-nous prendre une chance?

— Moi, j'aimerais que l'homme soit entièrement satisfait. Une valeur ressort de notre discussion, c'est que l'homme a le goût de se battre. Surmonter les "challenges". Je n'aimerais pas qu'on enlève ces défis mais qu'on fasse que son combat soit fertile.

#### ONT PARTICIPÉ À CETTE TABLE RONDE

M<sup>me</sup> Camille Huot

M. Jean-Paul Héту, C.S.N.

M. Alban Asselin, *Assurance-Vie Les Artisans*

M. Yves Nantel, *Centre d'animation et de Culture ouvrière*

M. André Bolduc, C.S.N.

M. Denis Leroux

Abbé Jean-Guy Bissonnette

## TABLE RONDE

# Le nouveau Pouvoir Etudiant

*Un groupe d'étudiants C.E.G.E.P.*

*Ce texte est le résultat d'une table ronde composée de cinq étudiants du Cegep de Maisonneuve et d'un animateur de pastorale de ce même Cegep. Les idées émises ne se veulent représentatives ni du milieu étudiant québécois, ni du milieu étudiant du collège de Maisonneuve. Elles représentent bien cependant les idées des six personnes qui ont signé ce texte.*

*n.d.l.r.*

Le texte "Les Nouveaux Pouvoirs" nous apparaît comme étant beaucoup trop théorique et abstrait. En effet, il se révèle exclusivement qualificatif et néglige un aspect fondamental de toute analyse: la critique. Il manque également de précisions pratiques, de modes d'application et de réalisation des objectifs qu'il décrit. Il nous présente un idéal presque utopique, la satisfaction des besoins humains, sans mentionner les nombreuses embûches qui parsèment la route qui pourrait y conduire.

Une autre lacune importante peut être facilement décelée dans le texte, en ce sens qu'on limite les "Nouveaux Pouvoirs" à un rôle secondaire. Ils ne sont définis qu'en termes de moyens de pression visant à modifier, à réajuster l'autorité alors qu'en réalité ils se doivent d'être de nouveaux outils aidant la prise en main de l'autorité. Dans cette optique, la phrase suivante est caractéristique: "L'autorité nécessaire à la vie de toute société n'en peut sortir que renforcée" (15b).

Enfin, nous retrouvons une phrase choquante dans le texte, phrase qui nous apparaît comme une affirmation gratuite et hors contexte. Il s'agit du passage où, après avoir critiqué les "Nouveaux Pouvoirs", on ajoute: "Le Christ y reconnaîtrait difficilement ses disciples" (9).

## Les nouveaux pouvoirs dans notre milieu

Au Cegep, les "Nouveaux Pouvoirs" prirent naissance, avant toute chose, dans le syndicalisme étudiant renouvelé. En éliminant l'A.G.E.

traditionnelle, le mouvement étudiant est vraiment devenu "syndical". A l'origine, il était secondaire d'utiliser des pouvoirs acceptés de tous. L'action proposée était souvent le fait d'une minorité se considérant puissante et qui décidait de faire valoir sa position par des pressions. *En fait, le nouveau syndicalisme se définissait comme un pouvoir, celui de sa force, et rejetait cet ancien pouvoir consultatif accepté de tous.*

Récemment, lors des événements relatifs au Bill 63, nous avons pris conscience des limites de ce pouvoir unilatéral et une volonté de "cohabitation pacifique" s'est installée. Il y a reconnaissance de pouvoirs autres que celui des étudiants. L'on tend maintenant vers un respect mutuel des pouvoirs en place, respect assuré par des échanges d'information laissant à chacun entière liberté d'action: c'est le rôle du comité tripartite composé d'administrateurs, de professeurs et d'étudiants.

Ces "Nouveaux Pouvoirs" se situent en marge de la société établie et s'identifient à eux-mêmes et à leurs revendications, non plus en fonction de l'autorité officielle reconnue au Québec.

## **Naissance, provocation et mise en place des "nouveaux Pouvoirs"**

Mais qu'est-ce qui a provoqué cette brusque redéfinition du syndicalisme étudiant sinon le renouveau éducationnel, la démocratisation de l'enseignement et la création même des Cégeps?

Depuis longtemps au Québec, les structures de l'enseignement apparaissaient comme un bloc monolithique inattaquable. Les Cégeps viennent changer ces structures: une porte est ouverte. Il est désormais possible de contester les structures et de changer des fonctionnements qui ne cadrent plus avec les besoins actuels. Si le système semble accepter des changements, l'étudiant peut désormais vouloir provoquer des transformations ou des réajustements.

Parallèlement, il se retrouve dans un vaste complexe éducationnel où il cherche sa place. La démocratisation de l'enseignement amène plus de jeunes aux études dans les Cégeps, à l'université et sur le marché du travail. L'insécurité naît devant le manque de place dans une société inadéquate et le sentiment d'appartenance à un même bloc, à une même "force de pression" se développe.

Autre élément qui a provoqué la formation de ces "Nouveaux Pouvoirs" revendicateurs: le droit de vote à dix-huit ans. On reconnaît au jeune un droit de citoyen à part entière dès dix-huit ans, pourtant il n'a aucun moyen de s'exprimer "en tant que jeune". Alors son sentiment d'appartenance à une nouvelle force s'accroît. Il sent que le monde étudiant peut quelque chose: il se perçoit comme ayant un pouvoir, une force. Ce droit de vote à dix-huit ans a également permis une politisation plus rapide et une conscience plus aigüe des problèmes. La position de l'étudiant est en effet marginale. Il peut donc plus facilement évaluer la société qui l'entoure, en voir les failles et revendiquer des changements.

### **"Nouveaux Pouvoirs" étudiants: feu de paille ou continuité?**

Le mouvement étudiant lancé l'an dernier demeure encore vivant et actif. Ceux qui s'engagent, qui posent des gestes, ont nécessairement de l'espérance car, s'ils n'en avaient pas, ils démissionneraient totalement.

Et pour celui qui utilise la violence, sa violence est une forme d'impatience. Passer par les canaux habituels de la démocratie, c'est beaucoup trop long et souvent inefficace. Alors, pour exercer des pressions aussi fortes que les pressions économiques, certains étudiants recourent à la violence: il n'y a pas nécessairement là forme de désespoir, bien au contraire. L'espérance existe en chaque contestataire, mais l'échec continuellement renouvelé amène l'impatience qui dégénère rapidement en violence.

Dans une telle dialectique, la continuité n'est pas un problème. L'an dernier on a vu plusieurs, sinon toutes les Associations Générales Etudiantes se saborder. Pourtant l'action collective s'est tout de même organisée, particulièrement contre le Bill 63. La continuité n'a pas à être assurée: nous sommes engagés dans un mouvement irréversible. Le mouvement de continuité en est un de critique, de réorganisation et de réorientation politique à la suite d'une sensibilisation allant au delà des moments de crise.

Les "Nouveaux Pouvoirs" étudiants s'assureront une survie par la vigilance qui écartera les déviations possibles; ces déviations seront contrées par la mise sur pied de structures de participation à la base.

C'est à ce niveau que les "Nouveaux Pouvoirs" étudiants acceptent d'être contestés. Cette contestation *interne* est d'autant plus possible que le sens critique d'un bon nombre d'étudiants est de plus en plus aiguisé. L'an dernier, l'étudiant s'engageait plus facilement dans une *action sous l'influence de la première argumentation qui éveillait en lui la conscience de son rôle politique*. Cette année on a pu constater la présence d'une conscience critique plus accentuée. Par exemple, devant la crise provoquée par le Bill 63, les étudiants n'ont pas occupé leurs Cégeps (du moins ce ne fut pas la tendance générale); ils ont tout simplement mesuré leurs gestes et opté pour le débrayage à court terme.

Il est difficile actuellement de penser à des moyens de contestation pour les "Nouveaux Pouvoirs" étudiants. Tant qu'ils n'auront pas de pouvoirs officiels en main, ils ne pourront pas faire face à une contestation sérieuse venant de l'extérieur.

## Les "Nouveaux Pouvoirs" et l'Eglise

Si on regarde en dehors du monde étudiant, un secteur où il nous apparaît urgent de voir surgir de ces "Nouveaux Pouvoirs", c'est dans l'Eglise.

On exige de l'Eglise qu'elle s'intéresse aux problèmes humains, sociaux et politiques; mais elle devrait cesser tout jugement dogmatique et moralisateur sur des questions qui ne relèvent pas de sa compétence première: la foi.

Dans sa structure interne, l'Eglise a un grand besoin de se rajeunir et de se démocratiser. On retrouve de plus en plus fréquemment des personnes qui sont de l'Eglise et qui acceptent la discussion et la contestation. Elles expriment des convictions et s'engagent, mais la perception globale reste encore négative: c'est la perception d'une structure trop lourde, embourgeoisée et impossible à faire bouger.

Cependant, il semble qu'à regarder de plus près, l'Eglise reste souvent plus tolérante que l'Etat face aux nouveaux pouvoirs, aux nouveaux groupes de pression qui commencent à s'exprimer.

### ONT PARTICIPÉ À CETTE TABLE RONDE

Gaston Joly  
Raymond Laberge

Yves Lirette  
Normand Massicotte

Johanne Morin  
Diane Poirier

## Un problème d'obéissance

*Un groupe de prêtres,  
Diocèse de St-Jean*

### Identifiez les nouveaux pouvoirs dans votre milieu

— Dans le monde du clergé, par exemple, face aux directives diocésaines sur la liturgie des messes rythmiques. On sentait des pressions un peu partout venant de la base; les autorités diocésaines ne savaient pas trop comment réagir. Elles ont décidé de réunir les principaux personnages intéressés à cette question et de les faire s'affronter ensemble: il en est résulté des orientations générales qui ont été beaucoup plus fortes pour aider l'ensemble des prêtres. Ce n'aurait pas été possible d'envoyer un décret d'en haut, car il y avait un nouveau pouvoir en bas qui élisait d'une certaine façon celui d'en haut.

— Un autre exemple dans les cadres de l'Église, ce sont les conseils paroissiaux de pastorale; ils n'ont pas encore de pouvoirs très définis, très consistants, mais à certains endroits on dirait qu'il y a des conseils assez bien formés qui ont un certain impact sur les décisions à prendre au niveau pastoral. Auparavant c'était le curé qui prenait les décisions tout seul, maintenant c'est beaucoup plus collectif. Leur naissance n'est pas venue de l'initiative du clergé, mais d'une prise de responsabilité de la part des laïcs.

— Il y a des groupes formés par en haut, tels les ateliers pédagogiques, les conseils paroissiaux, etc., qui vont former en quelque sorte des nouveaux pouvoirs formels.

— Je ne suis pas prêt à dire que les nouveaux pouvoirs naissent du pouvoir établi. Il a été forcé de concéder de nouvelles formes de pouvoir à cause de la participation, et il sera de plus en plus forcé de concéder à la participation.

— Dans les nouveaux pouvoirs, il y en a qui viennent du pouvoir existant. Le conseil presbytéral, par exemple, jusqu'à quel point a-t-il été voulu de la part des prêtres? Il semble que quand les nouveaux pouvoirs

viennent d'en haut, il y ait moins de participation, même s'il y a eu consultation: ça semble répondre moins à leurs besoins et à leurs préoccupations. Tandis que face au bill 63, par exemple, la participation est venue d'en bas.

— Il y en a qui viennent d'un certain agacement de la part des gens. Il y en a d'autres qui viennent d'un désir de participer davantage, et je pense que l'autorité essaie de fonctionner mieux: il y a un véritable effort pour essayer d'embarquer le plus de monde possible dans une véritable participation.

— Il y a des gens qui sont insatisfaits, qui trouvent qu'ils ne sont pas respectés, qui sont impatientes et qui voient les autorités endormies; alors ils réagissent. Il y a également chez eux un désir de participer. Les manifestations indiquent bien qu'ils ne veulent plus se contenter de voter en temps d'élection.

— Pour ce qui est des étudiants, ils sont beaucoup plus politisés qu'on ne l'était à leur âge; ils disposent d'une meilleure information sur l'actualité. Les jeunes ont vraiment l'impression qu'ils sont une force, et ils veulent donner à cette force-là une direction pour qu'elle devienne un pouvoir.

— J'ajouterais également que les valeurs sont devenues relatives. La conscience essaie aujourd'hui de se donner une définition à elle-même et d'agir selon ses convictions. Prenons l'exemple de la guerre au Vietnam. L'américain n'accepte plus actuellement la conscience que son gouvernement veut lui donner; il veut redéfinir lui-même la notion de justice, de guerre juste, et il est prêt à contester l'autorité de son pays. La même chose pour les jeunes: ils n'accepteront pas de prime abord ma définition de la justice, et à ce moment-là cela leur donne de nouveaux pouvoirs.

— Moi je dis qu'il y a des non-participants qui sont contestataires. Par exemple, les 50% de baptisés qui ne pratiquent pas, dans un diocèse, sont aussi efficaces comme contestataires que ceux qui pratiquent: ils bouleversent le vicaire autant, sinon davantage. La même chose pour ceux qui s'abstiennent de voter lors des élections. Les nouveaux pouvoirs sont ceux qui n'acceptent pas ce qui existe et qui ont des projets pour le changer. Les non-pratiquants n'ont pas de projets mais ils questionnent les pratiquants: ce sont des nouveaux pouvoirs drôlement efficaces dans l'Eglise.

## Conditions d'exercice des nouveaux pouvoirs

— Les nouveaux pouvoirs, ce sont les gens qui demandent de participer jusqu'à la décision.

— Quand il y a consultation sur la politique à entreprendre, la participation à la consultation suppose que l'on a un intérêt pour le sujet. L'intérêt dépend du besoin. Il faut donc de l'information, de la communication, pour que finalement les gens se rendent compte tout-à-coup qu'ils ont des besoins et que ça les concerne. Mais quand on n'a pas mis tout cela en branle, c'est inutile de penser que les gens vont participer à la consultation. On a mis sur pied les conseils paroissiaux, mais on a négligé de faire prendre conscience du rôle que les gens peuvent y jouer.

— Il y a des besoins qui ne sont même pas conscients. La Compagnie des Jeunes Canadiens a beaucoup travaillé dans ce sens-là à rendre les gens conscients des besoins auxquels ils pourraient s'attaquer.

— Je trouve qu'il y a deux nouveaux pouvoirs: celui qui amène le progrès et celui qui lui nuit. Pour qu'il amène le progrès, il faut qu'il se donne des objectifs qui sont des valeurs, sinon c'est un pouvoir négatif qui va crouler tôt ou tard. Il y a des nouveaux pouvoirs qui ont fait progresser la Liturgie quand ils ont véhiculé des valeurs, mais quand ils ont véhiculé des choses farfelues ils ont nuit au progrès et finalement se sont évanouis.

— Ce n'est pas à la naissance d'un nouveau pouvoir qu'on peut dire qu'il est bon ou non, qu'il véhicule certaines valeurs et des objectifs positifs: c'est pour cela qu'il est important de ne pas le brimer quand il naît.

— La question est là: à quel moment embarquer dans ces nouveaux pouvoirs? Si on attend qu'ils aient fait leur preuve, qu'on ait vu leurs valeurs, ils auront eu le temps de crever avant que nous embarquions.

## Comment se situe l'autorité face aux nouveaux pouvoirs?

— L'Église a pris une forme d'autorité, d'ordre, qui est trop identifiée à la société actuelle: cela me fait peur. C'est pour cela qu'on a peut-être besoin des nouveaux pouvoirs.

— Il me semble d'abord que le pouvoir est au niveau de l'individu, qu'il correspond au droit de l'individu, et c'est la force qu'il y met pour acquérir ses droits qui forme le nouveau pouvoir. Je pense que l'autorité vient des individus qui mettent en commun leurs droits et leurs énergies.

— Mais cela revient toujours au collectivisme. Je ne vois pas comment l'autorité peut encore tenir si elle admet que les individus mettent en commun leurs énergies pour acquérir leurs droits.

— L'autorité devrait être tenue par quelqu'un qui est préoccupé de garder les objectifs de l'organisation et de répondre aux problèmes des membres à mesure que ces problèmes évoluent. Quand on institutionnalise, les gens pensent qu'il y a un décalage entre les objectifs d'il y a 20 ans et ceux d'aujourd'hui.

— Devant la montée de ces nouvelles forces, le rôle de l'Eglise serait d'exercer une fonction critique. En plus d'apporter l'éclairage de l'Évangile, faire voir les injustices flagrantes, poser des points d'interrogation en fonction des objectifs qu'elles veulent poursuivre, non, pour arrêter l'action mais pour l'aider.

— Le problème reste cependant le même. Quand on dit autorité, on dit obéissance. Quand on dit nouveaux pouvoirs, on parle pratiquement de désobéissance. Comment l'autorité peut-elle permettre la désobéissance?

— L'autorité semble partout contestée. La base n'accepte pas les moyens pris par l'autorité pour atteindre des objectifs qui semblent les mêmes, le progrès. Les nouveaux pouvoirs se sentent en désobéissance.

— Il faut faire une différence entre le moment où on commence à parler et celui où on commence à agir. Souvent, nos actions doivent être jugées par l'autorité comme désobéissance pour garder une stabilité nécessaire et protéger le reste de la population; nous devons accepter cela. Mais comme nous l'avons dit, c'est par ces genres de désobéissance que ce sont réalisés la plupart des changements dans l'Eglise.

#### *ONT PARTICIPÉ À CETTE TABLE RONDE*

M. l'abbé Louis-Pierre Sédillot  
M. l'abbé Rémi Bourdon  
M. l'abbé Marcel Brillon  
M. l'abbé Marcel Trudeau

M. l'abbé Clément Page  
M. l'abbé Jean-Louis Mailloux  
M. l'abbé Georges Milot  
Père Dionis Lafrenière, o.f.m.

## COMMENTAIRES

# L'heure de vérité pour l'Eglise

Paul BÉLANGER, *sociologue*  
*Institut Canadien*  
*d'Education des Adultes*

Ce qui me frappe d'abord dans les tables rondes qui précèdent, ce sont les conceptions différentes du "pouvoir" qu'on y rencontre. Il y désigne souvent une prise de conscience, un besoin d'être entendu, une impression d'avoir de l'influence. Or le pouvoir, au sens "politique", signifie non pas le sentiment d'une action, mais son poids réel dans la décision. C'est une chose de dénoncer, c'en est une autre que de voir cette dénonciation provoquer des changements.

Aussi, selon qu'on opte pour une conception psychologisante ou politique, l'affirmation sur l'apparition des nouveaux pouvoirs prend un sens fort différent. J'opte, dans les réflexions qui suivent, pour la seconde acception. A a du pouvoir sur B s'il l'amène à accepter sa position, à réaliser surtout son projet.

Ainsi dans l'Eglise, les laïcs qui siègent dans les conseils paroissiaux n'ont de pouvoir que s'ils peuvent par là réaliser des changements. Etre marguillier n'est pas une position de pouvoir, à moins que, malgré tout, le marguillier réussisse à faire accepter des priorités ou des redressements nécessaires. "Participer au synode" n'est pas en soi pour un évêque, "avoir du pouvoir", mais cela pourrait le devenir.

## Un conflit nécessaire

En outre, dans une organisation ou dans la société, le pouvoir s'exerce par la *négociation* entre différents acteurs ou groupes qui se

confrontent, qui veulent orienter différemment les choses, parce qu'ils ont des conditions différentes d'existence ou parce qu'ils ont des intérêts, besoins ou projets non réductibles au consensus. Aussi, parler de dialogue en ce domaine demeure ambigu. On risque d'oublier, de dissimuler le caractère toujours conflictuel de la négociation. Le pouvoir ne se "donne" pas, il se "prend" pour faire valoir sa position. Le conflit ne doit pas être évité, il doit se négocier.

En fait, plusieurs affirmations des participants semblent être traversées par une recherche vaine d'un consensus global, soit qu'on refuse les nouveaux pouvoirs sous prétexte que cela peut disloquer la société, soit qu'on intègre ces nouvelles forces par une "soi-disant consultation" en leur faisant croire qu'on a tenu compte de leurs opinions, soit encore que l'autorité cherche à se faire pardonner son pouvoir et refuse en conséquence son rôle de négociateur et de preneur de décision.

Or, toutes les organisations comportent des divergences et donc des conflits d'intérêt. Vouloir le nier et refuser la négociation et la véritable consultation, c'est empêcher le progrès. Chercher la "bonne entente" artificielle, vouloir la paix pour la paix, ce sont des politiques "du sourire" qui empêchent de peser les problèmes et d'y progresser. Il y a confusion entre l'éthique au plan interpersonnel et celle qui doit inspirer l'action "politique et sociale": dans le premier cas la justice prend la forme de l'amour, alors que dans le second, l'amour prend la forme de la justice.

### **Existe-t-il de réels nouveaux pouvoirs?**

La lecture de ces tables rondes nous amène à conclure qu'ils ne s'exercent pas encore; ils émergent. On souligne en effet plusieurs fois dans ces textes l'absence d'opposition et la non-participation décisionnelle au plan municipal. On note la trop fréquente "pseudo-consultation" aux différents paliers. On constate aussi la peur qui immobilise les citoyens en situation d'inégalité. Les seuls et quelques exemples de pouvoir réel chez les groupes de base consistent à avoir amené un administrateur à composer avec les gens intéressés.

Les nouveaux pouvoirs apparaissent aussi, et peut-être davantage, chez ceux qui en sont déjà pourvus: en ce sens, un table ronde souligne le poids important de la "manipulation douce" exercée par les mass-

media qui justifient le statu quo inégalitaire au nom d'une nécessité du progrès, nécessité rendue suffisamment complexe et technocratisée pour ne pas facilement la démythifier.

Par contre, l'éveil du sens de la justice, la soif d'auto-détermination, la volonté de vaincre la peur de s'affirmer, démontrent bien le développement de la prise de conscience par la base, du pouvoir qu'elle peut avoir. Bien plus, au-delà des griefs et des solutions immédiates, les groupes populaires commencent à analyser les causes plus fondamentales et à discerner les solutions d'ensemble; on rend ainsi transparentes les situations d'injustice souvent dissimulées par des artifices ou des explications sophistiquées, comme celle-ci: "Les pauvres sont (matériellement) pauvres parce qu'ils sont (au plan culturel et motivationnel) des pauvres types".

## L'Eglise arrive à son heure de vérité

Les évêques voyaient comme un signe des temps une redistribution du pouvoir parmi les groupes qui en étaient dépourvus. Ces groupes en sont, hélas, toujours trop dépourvus, mais cela risque maintenant de pouvoir changer.

Dans notre société politique, le pouvoir est surtout concentré dans la classe moyenne qui constitue la majorité électorale. De fait, les pauvres ne sont pas seulement ceux qui ont moins, ils sont aussi ceux qui de fait sont les moins capables actuellement de le dire et qui sont les moins nombreux pour faire adopter leurs propositions. Minorité électorale, ils sont pratiquement poussés à devenir une minorité agissante. Le développement du pouvoir des minorités sociales demande donc des appuis, des alliances, et cela exige une aide extérieure initiale pour s'organiser.

En ce sens, il serait plutôt curieux que des gens, prenant volontairement contact avec les personnes ou groupes en situation d'inégalité, demeurent neutres. Pourtant, s'ils ne le demeurent pas, on leur supprime les fonds... L'Eglise arrive ainsi à son heure de vérité.

L'Eglise comme organisation sociale est en régression: le nombre de participants diminue, la fonction sociale de certification des naissances et des mariages est en voie de disparition, ses interventions sont moins écoutées qu'auparavant. Le fait que la déclaration épiscopale de

septembre dernier soit passée presque inaperçue, est aussi un signe des temps.

## Adaptation ou radicalisation de la foi

Devant cette mise en question, les chrétiens se voient confrontés à deux solutions: celle de l'adaptation ou celle de la confrontation. On peut, d'une part, transformer les structures organisationnelles et mentales de l'Eglise pour *l'adapter* au monde moderne, pour qu'on se sente à l'aise dans l'Eglise. On retrouve ici la théologie de la sécularisation qui réduit le projet chrétien pour le faire mieux digérer. La culture contemporaine étant ce qu'elle est, que doit devenir la foi en Dieu et le projet de justice?<sup>1</sup>.

L'Eglise peut, d'autre part, prendre occasion du fait de l'ébranlement pour retrouver sa foi radicale. Dieu étant vivant, que doit faire l'Eglise dans le monde contemporain? Le projet chrétien prend alors tout son sens et entre à plein dans le monde. Mais il y entre en relation conflictuelle.

A la radicalisation de la foi répond alors immédiatement une radicalisation du projet social: un sens aigu de justice qui demeure haletant jusqu'à ce qu'il se traduise en pouvoir effectif des moins pourvus et ultérieurement en situation de plus grande égalité.

Sans cette foi radicale et cette compromission pour la justice, l'Eglise fuit le conflit. Elle devient moderne parce qu'incolore, inodore et sans saveur (insipide); elle devient moderne parce qu'elle est réduite à l'image intégrale du statu quo.

Le geste récent de l'Eglise de Montréal pour aider l'animation dans des quartiers défavorisés est rempli d'espérance. Certes, cela causera des tensions et peut-être même des conflits. Mais la foi resourcée ne peut que conduire à une véritable solidarité avec ceux qui ont moins. Il faut toutefois espérer que l'option sera poursuivie jusque dans ses conséquences et sera réalisée efficacement. Ce qui compte pour ceux qui subissent des inégalités, c'est la justice effective plus que l'attitude nécessaire au départ.

---

<sup>1</sup> Je dois beaucoup pour ce paragraphe au théologien canadien Fabien Lebœuf.

## L'opinion d'un laïc

Jacques ARCHIBALD, Québec<sup>1</sup>

Je présume que ce futur centre de recherche favorisera une concrétisation des idées de Vatican II dans les réalités quotidiennes de la classe populaire. Hélas, trop souvent, l'action de l'Église en milieu populaire demeure marginale si ce n'est absente, des vraies préoccupations des gens.

Les dimensions sociales, économiques, culturelles, politiques sont des aspects-clés pour la promotion de ces milieux, et minimales sont les impulsions données à ce niveau tant par le clergé que par la pastorale dans son ensemble. Les priorités pastorales se limitent presque uniquement à des aspects intra-ecclésiaux, ex.: liturgie, catéchèse, financement. En général, l'Église est absente du cœur de la civilisation urbaine. Il n'est pas rare de constater qu'un bon nombre de prêtres vivent d'une façon désincarnée des vraies réalités de vie des milieux populaires. Donc, inutile de s'interroger longtemps pour savoir si cette école vient répondre à des besoins.

Non seulement répondra-t-elle à plusieurs problèmes et tâtonnements que connaît l'action de l'Église dans ces milieux, mais j'imagine qu'elle sera source d'un nouveau dynamisme et d'une nouvelle espérance pour cette portion importante du peuple de Dieu.

### *Réflexions pour l'élaboration du Centre de formation*

#### 1 — *Connaissance et interprétation du milieu*

Cette étape m'apparaît fondamentale dans l'élaboration de ce centre de formation. Il n'est pas rare de constater que souvent on agit

---

<sup>1</sup> Monsieur Jacques Archibald est permanent à la pastorale diocésaine de Québec; il est membre du Comité d'orientation du *Centre de Recherche et de Formation Pastorale pour les Milieux Populaires*. Pour tout renseignement sur le Centre, s'adresser au Père Claude Lefebvre, f.c., 2461 ouest, rue St-Jacques, Montréal 106.

sans avoir, au préalable, sondé le terrain afin de vérifier à qui on s'adresse et pourquoi on pose telle action plutôt qu'une autre. Pour une bonne quantité de prêtres, la dimension sociologique et les instruments qu'elle préconise sont méconnus ou mal exploités. Apprendre à voir ce qu'est le milieu, de quoi il est composé, ses zones d'influence, ses besoins, voilà des éléments essentiels à approfondir.

L'initiation à ces techniques pourrait être réalisée à partir de stages pratiques, vécus par les étudiants. Le tout devant être complété par des données théoriques en faisant appel à certains spécialistes.

## 2 — *La responsabilité du laïc dans le monde et l'Eglise*

Quelle est la mission propre du laïc dans le monde et dans l'Eglise?

Voilà une question à laquelle nous sommes loin d'obtenir une même conception de la part du clergé. Pour d'aucun, notre rôle de chrétien se limite à exécuter certaines tâches, genre celles d'enfant de chœur ou de bedeau de sacristie. Pour d'autres, cela me semble la minorité, notre mission consiste à bâtir, à transformer la société, dans l'optique s'inspirant des valeurs évangéliques.

Cette connaissance de la théologie du laïc conditionne grandement toute action pastorale. Le temps et les moyens pour permettre une réflexion poussée sur cet aspect devront être utilisés au maximum.

## 3 — *Exploration des modes de regroupements les plus efficaces sur le plan de la foi*

Un des tâches premières du prêtre est d'annoncer Jésus-Christ. Comment apprendre à révéler l'Evangile aux hommes de la manière horizontale, c'est-à-dire en relation avec les événements, les situations de vie dans lesquelles l'individu lutte constamment?

A part l'Eucharistie dominicale, les formes de regroupement qui permettraient aux chrétiens d'avoir un certain dynamisme sur le plan de la foi sont très peu nombreuses et parfois inefficaces. Ici, le prêtre a un rôle primordial à remplir tant pour susciter des communautés de foi que dans la qualité à donner de l'interprétation de l'Evangile. Je ne vois pas trop bien comment cela pourrait être présenté; l'idée serait de chercher quels sont les moyens concrets pour annoncer ou révéler l'Evangile aux gens des milieux populaires et quel est le rôle spécifique du prêtre.

#### 4 — Initiation au travail d'équipe

La meilleure façon d'initier les étudiants aux richesses de l'équipe serait de leur permettre de vivre un temps fort de vie d'équipe. Les étudiants pourraient se subdiviser en groupes de 5 ou 6 au début de l'année et apprendre à voir, juger, agir ensemble. Le facteur "relation personnelle" devra être constamment évalué par les membres eux-mêmes et par les responsables. Personnellement, je considère cette initiation à la capacité de travailler en équipe comme un élément-clé de ce futur centre de formation.

C'était là quelques jalons suggérés dans l'élaboration du programme. A mon sens, les méthodes actives et très dynamiques devront être exploitées au maximum.

Aussi les stages pratiques dans le milieu populaire auront avantage à occuper une place importante dans le programme. De plus, la relation à établir avec toutes les réalités du milieu populaire est essentielle afin d'éviter de faire du purisme.



**DON  
D'UN  
AMI**

#### **Cierges — Chandelles — Bougies**

Nos produits priment par leur qualité, leur fini, leur apparence et leur réputation. En usage de l'Atlantique au Pacifique.

# F. BAÏLLARGEON · LIMITEE

A. D. 1896

MONTREAL

105 est, rue Saint-Paul

Tél.: 866-6913

SAINT-CONSTANT Co. Laprairie, Qué.

Tél.: 632-1410

---

## Hommages



Rimouski, Qué.

Tél.: 723-1212

---

Produits Shell Oil Company

Produits General Tire & Rubber Company

### **La Compagnie distributrice du Saint-Laurent Ltée**

Entrepôt, Bureau, RIMOUSKI-EST

Tél.: 723-7273

---

### **F.-X. DROLET INC.**

Atelier de mécanique et fonderie  
*Spécialité: ascenseurs*

QUÉBEC, 245, rue Du Pont

Tél.: 522-5262

MONTRÉAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 389-2258

---

### **Les Equipements de Bureau Richelieu Ltée**

J.L. Charette, prés.

Montréal, Tél.: 866-4117

268, Champlain  
St-Jean, Tél.: 346-5159

79, Place du Marché  
Valleyfield, Tél.: 373-3121

Tél.: 849-1161 et 1162

---

### **J. Théo Legault Jr.**

NOTAIRE — NOTARY

10 ouest, rue St-Jacques, Suite 904, Montréal

Tél.: (514) 347-5321 — Montréal: 658-5262

---

### *Mondor Hosiery Ltd*

785, RUE MERCIER  
IBERVILLE

*Manufacturiers  
Bas-Collants*

*Maillots culture physique  
Sous-vêtements extensibles*

---

### **P. L. TURCOTTE**

Confection et Réparations  
MARCHAND DE FOURRURES

464, De la Chapelle, QUÉBEC

Tél.: 524-1030

---